

les 11 nouvelles

DE L'AGRICULTURE

Une publication
trimestrielle de la direction
générale de l'Agriculture,
des Ressources naturelles
et de l'Environnement
3^e trimestre 2010

dossier Les aides. Pour une agriculture responsable

Economie

Gestion
du risque
p. 6-7

Energie

Bâtiments pour
vaches laitières :
des économies...
p. 8-9

Lait

Les vertus
cachées...
p. 24-26



Wallonie

Bur. dep. Brux. X



<http://agriculture.wallonie.be>

AGRI NATURE

AGRICULTURE ET BIODIVERSITÉ

Sortie à l'occasion de l'année internationale de la biodiversité d'un numéro hors série de la collection AgriNature

Disponible en français
en juillet
Disponible en allemand
et en anglais
en septembre



PR THIERRY HANCE [DIR.],
SÉBASTIEN DEMETER, ALAIN LE ROI,
THIERRI WALOT, PR GRÉGORIE MAHY,
SERGE ROUXHET, MARC THIRION,
CHRISTIAN MULDER

« ... [La] flore sauvage et la faune qui y est associée, en apparence naturelles, sont ainsi intimement liées aux activités agricoles et à leur histoire. La prise en compte de cette richesse et sa gestion en collaboration avec les agriculteurs est essentielle pour promouvoir la biodiversité de notre région. »

Pour l'obtenir (gratuit)

Demande par @ : veronique.renaux@spw.wallonie.be ;

par fax : 081 / 64.95.55 ;

par téléphone : 081 / 64.94.23

Madame – Monsieur :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

.....

Adresse électronique :

☐ Souhaite recevoir le hors série *Agriculture et biodiversité*

Version : ☐ française | ☐ allemande | ☐ anglaise

☐ Souhaite s'abonner à la collection *AgriNature*

M. Claude Delbeuck,

Directeur général de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement



Offrir un appui plus sûr au secteur agricole

Ce second semestre 2010, la Belgique est appelée à personifier davantage l'Union européenne et à être plus étroitement associée à l'atteinte de ses objectifs. En matière agricole, la part de la société dans la définition de la politique communautaire et une logique de mondialisation des marchés ont pris le dessus depuis 2005.

La Politique agricole commune oriente le secteur agricole vers la production des nouveaux produits de consommation, répondant à des préoccupations 'sociétales', la qualité et le confort de vie, l'entretien d'un patrimoine collectif comme le paysage. Se faisant, elle dirige les exploitants vers, il est vrai, bien d'autres métiers.

Par ailleurs, un mouvement amorcé dans les années '90 pousse le monde du travail vers une réflexion accrue sur l'amélioration de ses performances et la mise en place de méthodologies et de process capables de couvrir et d'assumer les avantages que représentent les progrès technologiques et les inconvénients que provoque l'accroissement des contraintes. Vous et nous avons à renforcer nos modes de fonctionnement pour atteindre le plus de performance attendu.

Que pourriez-vous attendre, vous qui en êtes les premiers bénéficiaires, de l'amélioration des performances du service public de l'Agriculture wallonne ? Pour parler des aides aux exploitants qui constituent le thème principal de ce numéro des Nouvelles, une première étape a été franchie ces derniers mois pour assurer l'intégration des nouvelles décisions en matière de conditionnalité. Ceci concerne particulièrement les aides du premier pilier de la PAC. Des aides du second pilier sont aussi soumises à l'application du principe de conditionnalité. Pour celles-ci, des groupes spécifiques de travail s'activent à accroître l'efficacité de l'intervention publique wallonne, à offrir davantage de garantie et un allègement des démarches aux administrés. Ceci devrait aboutir à terme à un accroissement des engagements à titre volontaire.

D'autre part, ces derniers mois, un pont a été jeté pour une meilleure coordination de l'encadrement du secteur agricole. Les partenaires de la DGARNE dans les tâches d'expertise et de conseil sont orientés vers un fonctionnement ouvert et connecté. Ce réseau sera à la base d'un encadrement plus solide où chaque partenaire développera son expertise dans les domaines spécifiques qui sont siens. Les agriculteurs auront un accès élargi sinon direct aux informations les plus pointues et aux techniques les plus avancées.

Dans le même esprit, la réorganisation du Système de Conseil agricole wallon (SCA) qui vient d'avoir lieu ouvre les possibilités d'une intervention directe et gratuite, à la demande de l'exploitant, des organismes spécialisés partenaires du SCA, dans les questions concernant la mise aux normes définies par la conditionnalité.

Ce numéro des Nouvelles de l'Agriculture est largement consacré à la question des aides agricoles. Je vous en souhaite bonne et fructueuse lecture.

CLAUDE DELBEUCK,
DIRECTEUR GÉNÉRAL DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES
ET DE L'ENVIRONNEMENT



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE
DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT
Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur (Jambes) • Tél.: 081 33 50 50 • Fax: 081 33 51 22
www.spw.wallonie.be • N° Vert: 0800 11 901 (informations générales)

SOMMAIRE

Economie

Evolution de l'agriculture wallonne
2008 – 2009 p 4

Analyse d'instruments de la gestion
du risque pour l'agriculture wallonne p 6

Energie

Bâtiments pour vaches laitières :
des économies d'énergies sont possibles... p 8

Dossier

Les aides.
Pour une agriculture responsable p 10

Recherche

Les semences sous la loupe p 20

Invasives

Un plan de lutte contre
la berce du Caucase en Wallonie p 22

Lait

Les vertus cachées de
la matière grasse du lait p 24

CRA-W

La pomme de terre en nette extension
dans le monde p 27

Brèves du livre p 30

Evolution de l'agriculture wallonne

Les exploitations

En mai 2008, on a recensé 15.500 exploitations agricoles, soit 508 de moins qu'en 2007 (-3 %). Parmi les exploitations, 25 % sont orientées vers la production de viande bovine, 22 % sont orientées vers les grandes cultures et 14 % vers la production laitière. La superficie moyenne est de 48,4 ha (46,7 en 2007). Un peu plus de 72 % des exploitations (11.246) sont considérées 'à temps plein'. Parmi les exploitations, on compte 1.200 sociétés (+2 % par rapport à 2007). En ce qui concerne la production animale, on a recensé 11.289 détenteurs de bovins dont 5.343 détenteurs de vaches laitières (5.563 en 2007) et 8.692 détenteurs de vaches allaitantes (8.974 en 2007). Il y a 841 exploitations détenant des porcs (892 en 2007).

Les facteurs de production

La superficie agricole (SAU) de la Wallonie est de 749.852 ha. Elle représente environ 45 % de la surface de la Wallonie. La majorité de cette SAU est exploitée en faire-valoir indirect (69 %).

Parallèlement à l'évolution du nombre d'exploitations, la main-d'œuvre occupée en agriculture continue à régresser. En mai 2008, elle s'élève à 25.839 personnes dont 57 % occupées à temps plein. La main-d'œuvre reste essentiellement familiale et la main-d'œuvre féminine représente 31 % du total.

En ne prenant pas en considération les petites exploitations, on estime que la valeur totale du capital moyen d'une exploitation agricole approche 1.070.000 € dont la moitié appartient à l'exploitant et sa famille.

Le montant moyen des capitaux empruntés s'élève en 2008 à près de 161.000 € par exploitation (31 % des capitaux engagés par l'exploitant).

Les productions

Les productions végétales

La superficie destinée aux productions fourragères couvre 57 % de la SAU



wallonne. En atteignant 202.688 ha, l'emblavure des céréales a augmenté de 11 % par rapport à 2007 et, du fait des rendements plus élevés, la production des principales céréales a augmenté (+17 % pour le froment d'hiver). Elle a augmenté de 18 % pour l'escourgeon du seul fait de

l'augmentation des emblavements.

La production de betteraves sucrières reste de loin la production industrielle la plus importante. En 2008, elle a cependant été en baisse (-12 %) suite à la diminution de la surface et malgré l'augmentation du rendement. La production de

2008 – 2009

chicorée à inuline a augmenté de 8 % par rapport à 2007 et ceci malgré la restructuration du secteur en 2006.

La production de pommes de terre a diminué (par exemple : -4 % pour la variété *Bintje*) en raison de moins bons rendements et malgré une légère progression des superficies.

En ce qui concerne les productions horticoles, on a recensé une augmentation de la superficie globale des légumes avec un accroissement de la surface des légumes destinés à la consommation à l'état frais. De bons rendements ont amené une production globale en hausse. Les productions fruitières reculent en 2008 suite à une réduction de 4 % des superficies exploitées et à de mauvais rendements.

La superficie agricole wallonne menée en production biologique a atteint 32.330 ha, soit 11 % de plus qu'en 2007. La plus grande partie est constituée de prairies (83 % du total).

Les productions animales

En mai 2008, le cheptel bovin atteignait 1.309.837 têtes, soit une baisse de près de 2 % par rapport au recensement de mai 2007. Le nombre de vaches laitières en production (227.000) était inchangé, le cheptel 'mâles de plus d'un an' a diminué de 3 % et celui des vaches allaitantes a diminué de 2 %. En fonction de ces évolutions, la production de viande bovine a diminué de près de 2 % par rapport à celle de 2007.

Le quota laitier wallon est de 1,301 milliard de litres avec un quota moyen de livraison de 271.660 litres, en progression de 9 % par rapport à la campagne précédente.

Le nombre de porcs recensés en 2008 a augmenté de 3,6 %, atteignant 377.907 unités.

En ce qui concerne la volaille, les cheptels 'poulets de chair' et 'poules pondeuses' ont augmenté respectivement d'1 % et 4 %.

Les prix des produits

L'année 2008 fut globalement moins bonne que la précédente en ce qui concerne les prix des produits agricoles. La plupart des produits (sauf les bovins, les porcs, la volaille et les pommes de terre) ont en effet connu des baisses de prix, parfois importantes. Pour les betteraves, on observe une légère diminution de prix, baisse atténuée par une meilleure valorisation du sucre C. En ce qui concerne les productions bovines, l'évolution a été positive pour l'ensemble des types de production, spécialement pour le bétail de moins bonne qualité.

L'évolution a été plus favorable pour les porcs (+13 %). Pour la volaille, on enregistre une hausse des prix (+2 %) pour les poulets de chair et une légère diminution pour les œufs (-2 %). Enfin, pour le lait, on a enregistré une diminution (-10 %) après une augmentation d'une ampleur inattendue en 2007.

Globalement, l'indice des prix reçus par les producteurs est en baisse d'environ 3,4 % en 2008.

Les revenus

En raison d'une baisse des prix reçus, mais surtout d'une hausse importante des coûts de production, le revenu du travail par unité de travail (RT/UT) a connu en 2008 une forte diminution (-41 %) par rapport à 2007 (année exceptionnelle) pour s'établir à 17.225.

Ce sont les exploitations orientées vers la viande bovine (fièvre catarrhale ?) et les grandes cultures qui voient leurs revenus baisser relativement le plus : -58 % en viande bovine, -40 % en grandes cultures. Les exploitations laitières ont des revenus qui baissent de 23 à 30 % selon qu'elles sont très ou moyennement spécialisées. C'est néanmoins l'orientation *grandes cultures* qui procure le RT/UT le plus élevé, suivie de près par l'orientation *lait très spécialisé*. Par contre, c'est dans les régions agricoles laitières, Haute Ardenne

et herbagère liégeoise, qu'on obtient les RT/UT les plus élevés et c'est en Ardenne qu'il est le plus faible.

En ce qui concerne le revenu de l'exploitant et de sa famille, appelé dorénavant *revenu agricole du capital et du travail familial*, la variation relative par rapport à 2007 est moins importante (-31 %). Il s'élève en moyenne à 25.885 euros.

Valeur de la production agricole wallonne

En 2008, la valeur de la production agricole finale de la Région wallonne est estimée à 1 597,5 millions d'euros, ce qui représente une baisse de 3,3 % par rapport à 2007. Ce sont les produits de l'élevage qui constituent le poste le plus important avec une valeur de 1.014,6 millions d'euros (+1,8 %), soit 63,5 % du total. La valeur de l'ensemble des produits de grandes cultures atteint, en 2008, 424,4 millions d'euros (-15,6 %), soit 26,6 % de l'ensemble. Enfin, la valeur des productions horticoles est estimée provisoirement à 158,5 millions d'euros (+4 %), ce qui représente 9,9 % du total général.

2009

Au cours de 2009, d'une part les prix des produits agricoles, dont le lait jusqu'en juin, ont poursuivi leur dégradation et, d'autre part, les coûts de production ont diminué moins vite que la baisse des prix de vente. En conséquence, les revenus de 2009 risquent d'être encore plus bas qu'en 2008, surtout dans le secteur du lait et celui des grandes cultures.

JEAN-MARIE BOUQUIAUX

DIRECTION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE AGRICOLE

Plus d'informations

Département de l'Etude du milieu naturel et agricole – DGARNE

Direction de l'Analyse économique agricole

Jean-Marie Bouquiaux

Ilôt Saint-Luc

14, chaussée de Louvain – 5000 Namur

Tél. : 081 / 64.94.54

@ : jeanmarie.bouquiaux@spw.wallonie.be



Analyse d'instruments de la gestion du

Des instruments à l'analyse

La chute du prix des productions agricoles en-dessous de leur coût de production est un phénomène auquel les exploitations agricoles peuvent être confrontées comme, par exemple, lors de la récente crise laitière. Ce phénomène peut toucher la plupart des productions agricoles à des degrés divers, à l'exception de la betterave sucrière dont le marché reste fortement régulé. Limité dans le temps, son impact défavorable sur les exploitations peut être surmonté avec plus ou moins de difficultés mais, quand il s'installe dans la durée, c'est la survie même des exploitations touchées qui est menacée.

Grâce à la mise en place de la *Politique agricole commune* (PAC) européenne dans les années soixante, les fluctuations des prix des productions agricoles sur le marché mondial étaient peu transmises sur le marché européen. En effet, les interventions de la PAC à différents niveaux permettaient de maintenir les prix obtenus par les agriculteurs européens à un niveau

bien plus stable et supérieur à ce qu'ils étaient sur le marché mondial. Cependant, depuis les réformes successives de la PAC, le soutien agricole est réalisé d'une autre manière, notamment à travers le droit au paiement unique (DPU). Les revenus agricoles sont devenus plus directement sensibles aux fluctuations de prix sur le marché mondial. Il ne s'agit évidemment pas ici de remettre en cause ces réformes mais bien de proposer une piste possible pour tenter de réduire l'impact de l'amplitude des fluctuations de prix des productions agricoles sur les revenus agricoles.

Cela est devenu nécessaire pour les exploitants agricoles car, s'il est indispensable pour eux d'obtenir un prix pour la production qui couvre au minimum leurs coûts de production, il ne faut pas sous-estimer l'importance de stabiliser leur revenu agricole. Cette stabilité permet aux exploitants de planifier leurs investissements à moyen et long terme de façon optimale.



risque pour l'agriculture wallonne

Or, des fluctuations importantes de prix et de rendement dans une moindre mesure gênent la réalisation de projections optimales des investissements à moyen et long terme. Il existe donc une réelle nécessité pour les agriculteurs de pouvoir anticiper de façon plus précise leurs revenus agricoles futurs pour planifier au mieux leur investissement. Une solution à ce problème pourrait être une assurance agricole basée sur le revenu généré par la production agricole.

Dans d'autres pays industrialisés comme les Etats-Unis, le Canada et l'Espagne, des assurances agricoles sont proposées par les pouvoirs publics, parfois en partenariat avec des entreprises privées. Ces assurances agricoles couvrent les rendements ou les revenus agricoles réalisés. Elles permettent ainsi d'assurer un revenu plus stable aux agriculteurs en cas de rendements ou de revenus inférieurs à une certaine proportion d'une moyenne historique. Cette proportion dépend de nombreux critères et est en général adaptée régionalement.

Une assurance sur les revenus agricoles a été simulée sur des exploitations de grandes cultures en Wallonie¹. Cette simulation avait comme objectif de mettre en évidence l'effet qu'une telle assurance

pourrait avoir sur le revenu de ces exploitations agricoles. L'assurance fut simulée en ajoutant aux dépenses de l'exploitation une prime d'assurance par hectare que débourse l'exploitant pour acheter cette assurance. Au cas où le revenu agricole est, par exemple, inférieur à 70 % de la moyenne des cinq années précédentes, l'exploitant est indemnisé d'un montant équivalent à la différence entre ce seuil et le revenu agricole réellement obtenu à travers le marché et le DPU. Ainsi donc, le revenu agricole ne devrait être jamais inférieur à ce seuil historique puisque l'assurance intervient si tel est le cas. Les résultats de simulation montrent que, si la prime s'élève à un montant inférieur à 10 euros par hectare, l'assurance est effectivement avantageuse pour l'exploitant agricole.

Cette étude n'a toutefois pas déterminé le coût d'une telle assurance pour les pouvoirs publics qui subventionneraient la part de la prime d'assurance qui ne serait pas prise en charge par l'exploitant. Cependant, dans les pays où de telles assurances existent, une aide financière et organisationnelle est toujours fournie par les pouvoirs publics pour promouvoir ce type d'assurances. Ces assurances peuvent être mises en place par les pouvoirs

publics ou, mieux, par des entreprises privées qui ont une meilleure expertise en matière d'assurance. L'aide financière publique peut prendre la forme d'une subvention d'une partie de la prime d'assurance ou encore intervenir au niveau de la garantie de réassurance que prennent les entreprises proposant de telles assurances. Il ne s'agit ici que d'une première tentative de quantification des bénéfices que les agriculteurs pourraient tirer de la mise en place d'assurances agricoles en Wallonie. L'analyse des assurances agricoles existant dans d'autres pays européens montre que ces bénéfices sont réels pour les exploitants agricoles. Il s'agit donc d'une piste sérieuse à analyser en profondeur en vue d'assurer la durabilité économique des exploitations agricoles dans notre région.

LUCIE LEJEUNE, STATION DE HAUTE BELGIQUE,
PR BRUNO HENRY DE FRAHAN, UCL

Plus d'informations

Station de Haute Belgique, CRA-W

Lucie Lejeune

6800 Libramont

@ : l.lejeune@cra.wallonie.be

Unité d'économie rurale, UCL

Pr. Bruno Henry de Frahan

@ : Bruno.henrydefrahan@uclouvain.be

¹ L. Lejeune, 2009. *Analyse d'instruments de gestion du risque pour l'agriculture wallonne*. Unité d'Economie rurale, Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale, UCL, Louvain-la-Neuve, septembre 2009.



A l'heure où l'on parle d'une raréfaction du pétrole et de l'énergie en général, il est stratégique pour une exploitation agricole d'entamer une réflexion sur ses consommations. Si la production d'énergies renouvelables peut sembler un bon moyen pour anticiper cette fin annoncée, il convient au préalable d'agir sur ses consommations et de chercher des pistes pour les réduire.

Bâtiments pour vaches laitières : des économies d'énergie sont possibles...

Généralement, c'est la facture d'électricité qui incite à réfléchir sur ses consommations d'énergie. On a ensuite parfois tendance à envisager la production d'énergies renouvelables. Mais si celle-ci présente un certain intérêt pour l'avenir, il est cependant indispensable d'agir avant tout sur ses consommations, et de chercher à les réduire. Après avoir fait le nécessaire, un investissement dans la production d'énergies renouvelables se justifie alors pleinement. La démarche inverse équivaut d'ailleurs généralement à un suréquipement coûteux et inutile.

En Wallonie, pour aider les agriculteurs à réduire leurs consommations, des audits ou diagnostics énergétiques sont proposés. Ces diagnostics peuvent se concentrer sur l'ensemble de l'exploitation ou cibler une spéculation précise, soit dans le cas présent la production laitière. Le Centre d'Economie rurale de Marloie propose depuis juin 2008 un service personnalisé et gratuit d'analyse des consommations d'énergie dans les bâtiments laitiers. La finalité du diagnostic est d'analyser les consommations de mazout et d'électricité. Après avoir observé les différents postes utilisant ces ressources, des solutions adaptées, rentables, performantes et peu contraignantes sur la charge de travail peuvent être proposées à l'éleveur.

Electricité

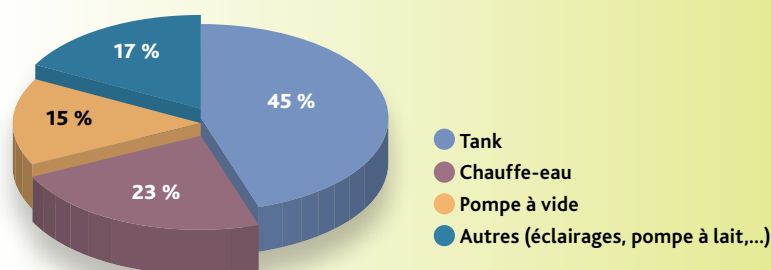
Dans une exploitation laitière, par la présence du bloc traite, les consommations électriques sont importantes. Ce bloc traite comprend le tank, le chauffe-eau, la pompe à vide, l'éclairage, ... Ces consommations représentent de 50 à 60 kWh/1.000 kg de lait produit, soit de 6,5 à 7,8 euros/1.000 kg de lait pour les exploitations sans équipement spécifique. Afin de minimiser les consommations et maximiser les économies, les postes doivent être analysés séparément.

Tank à lait

Le tank constitue le poste le plus énergivore du bloc traite, par une consommation s'élevant en moyenne à 45 %. Il faut compter de 20 à 30 kWh/1.000kg de lait

pour refroidir celui-ci. Le premier moyen de réduire ce poste est de veiller à un aménagement correct du local où se trouve le tank et le groupe froid. Les températures doivent y être les plus fraîches possibles. Le groupe froid, situé idéalement à l'extérieur, dans un environnement peu poussiéreux et sous un abri ventilé, mérite un entretien régulier (nettoyage du nid d'abeille, contrôle de la quantité de gaz,...) afin d'obtenir une performance optimale. Si le groupe froid se situe dans un local fermé, une entrée et une sortie d'air doivent au minimum être envisagées. Outre l'aménagement de la laiterie et l'entretien du groupe froid, l'installation d'un pré-refroidisseur à plaques ou tubulaire permet de diminuer la consommation du tank de 40 à 50 %. Le principe de cet équipe-

Consommations liées au bloc traite et au fonctionnement du bâtiment



ment est de refroidir le lait en le mettant en contact indirect avec de l'eau fraîche. L'eau légèrement tiédie (20-25°C) peut ensuite être utilisée pour l'abreuvement du bétail, le nettoyage de la salle de traite, ... L'économie permise est d'environ 10 kWh/1.000 kg de lait soit 1,3 euro. Le pré-refroidisseur s'avère intéressant financièrement pour une production supérieure à 350.000 litres par an.

Chauffe-eau

Le chauffe-eau électrique représente en moyenne 23 % des consommations du bloc traite. Par l'utilisation d'un récupérateur de chaleur, il est possible de produire de l'eau chaude de manière moins énergivore. Une telle installation permet en effet de récupérer l'énergie thermique émise par le groupe froid pour produire de l'eau chaude nécessaire au lavage de l'installation et/ou à d'autres utilisations. Le récupérateur de chaleur peut s'avérer intéressant dans la mesure où l'ensemble de l'eau chaude produite peut être valorisée. Entre 200.000 litres et 350.000 litres de lait produits, l'installation d'un récupérateur de chaleur peut s'avérer intéressante. Au-delà des 350.000 litres de lait, le pré-refroidisseur devient plus avantageux sauf si l'eau chaude produite peut être entièrement valorisée (habitation, abreuvement des veaux,...).

Pompe à vide

La pompe à vide représente 15 % des dépenses énergétiques soit 10 kWh/1.000

kg de lait. Deux solutions peuvent être envisagées pour ce poste : optimiser la gestion de la traite et installer une pompe à vide avec un variateur électronique de la fréquence. Cette technologie reste cependant relativement coûteuse. Quant à la gestion de la traite, le temps nécessaire à celle-ci peut être améliorée par une circulation optimale des animaux, la propreté des mamelles, le décrochage automatique, ...

Divers

Le poste 'divers' comprend l'éclairage, l'atelier, les vis d'alimentation, l'ordinateur, ... L'économie réalisable sur ces postes est substantielle mais non négligeable.

Mazout

Les pratiques d'élevage consommatrices de mazout sont principalement liées à l'alimentation (52 %), au paillage (19 %), au racleage (16 %), au curage des bâtiments (7 %), ... En moyenne et selon l'Institut de l'Elevage en France, 7,5 l de mazout sont nécessaires pour produire 1.000 kg de lait soit actuellement entre 3 et 4 euros. Mais les disparités entre exploitations sont importantes et peuvent s'expliquer notamment par :

- le type de logement des animaux (logettes-caillebotis, aires paillées, semi-paillées, entravées, ...) ;
- le matériel employé pour effectuer les différentes tâches (mélangeuse, racleage au tracteur, ...) ;
- l'alimentation des animaux toute l'année.

Au travers d'une discussion avec l'éleveur, quelques pistes peuvent être ouvertes :

- optimisation des circuits ;
- réduction des temps morts ;
- réglage des tracteurs ;
- puissance en rapport avec l'équipement ;
- choix de racleurs hydrauliques et/ou mixeurs électriques.

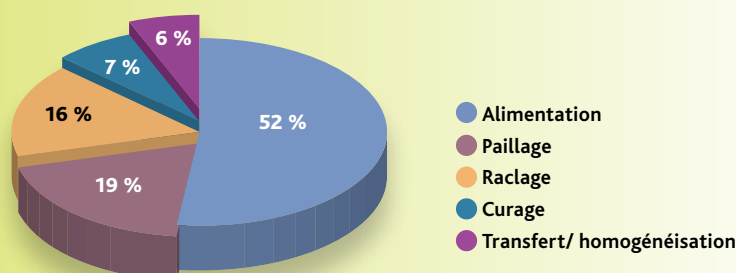
Conclusions

Les consommations d'énergie au niveau des bâtiments laitiers représentent environ 10 euros/1.000 kg de lait soit de 3 à 5 % du prix du lait. Pour diminuer votre facture d'électricité, des solutions rentables existent. Le tank, qui représente près de 50 % des dépenses électriques, doit être installé dans un local adéquat. Le choix d'un équipement spécifique peut également s'envisager (récupérateur de chaleur et/ou pré-refroidisseur). Seulement après avoir réduit au maximum ses consommations, un recours aux énergies renouvelables peut être étudié.

FRANÇOIS CORBIAU,
CENTRE D'ECONOMIE RURALE

NB : Pour réduire votre facture d'électricité, il est important également d'avoir un tarif adapté à votre consommation. Vous pouvez consulter les offres des différents fournisseurs d'électricité sur les sites internet suivants : www.cwape.be ou <http://simulateur.ugr.be/>.

Consommations liées aux pratiques d'élevage



Plus d'informations

Le CER peut analyser la situation de votre exploitation gratuitement sur simple demande. Un diagnostic énergétique prend 2 à 3 heures. La plupart des solutions sont à envisager au cas par cas, c'est pourquoi nous vous invitons à nous contacter :

Centre d'Economie Rurale
François Corbiau
1, rue du Carmel
6900 Marloie
T. : 084 / 22.02.67
@ : f.corbiau@cergroupe.be

Les aides. Pour une agriculture responsable

PROPOS RECUEILLIS PAR RUDI MIEL

Aides à l'agriculture. Application des règlements extra-régionaux, liquidation des montants, gestion des demandes, contrôle, pénalités, conseil. Ce qu'ils pensent des responsabilités qu'ils administrent ? Comment ils voient au travers des filtres des règlements européens l'évolution des régimes d'aides face à la conditionnalité, notamment ? Les responsables de vos dossiers lèvent le voile. Merci à eux de cette main tendue.

Contacts

**DGARNE, Ilot Saint-Luc,
14, ch de Louvain, 5000 Namur**
Département des Aides
Alain Istasse, Inspecteur général
T. : 081 / 64.94.74 – @ : alain.istasse@spw.wallonie.be
Charles Langhendries, Directeur
Direction des Droits et des Quotas
T. : 081 / 64.95.27 – @ : charles.langhendries@spw.wallonie.be
Joseph Delwart, Directeur
Direction des Surfaces agricoles
T. : 081 / 64.96.27 – @ : joseph.delwart@spw.wallonie.be
Département du Développement
Direction du Développement et de la Vulgarisation
Josi Flaba, Directeur
T. : 081 / 94.66.22 – @ : josi.flaba@spw.wallonie.be
Département de la Police et des Contrôles
Direction des Contrôles
Jean-Pierre Godfrin, Directeur, ai
T. : 081 / 64.95.42 – @ : jeanpierre.godfrin@spw.wallonie.be
DGARNE, 7, av. Prince de Liège, 5100 Jambes
Département de la Police et des Contrôles
Philippe Nemry, Inspecteur général, ai
T. : 081 / 33.66.43
@ : philippe.nemry@spw.wallonie.be

Alain Istasse Né à Charleroi le 25 septembre 1958. Challenge 2010-2011 : « Permettre à nos producteurs de connaître l'état de leurs dossiers et la progression du paiement de leurs aides à tout moment. »

LN : Les aides à l'agriculture en Wallonie s'inscrivent dans le cadre d'une réglementation européenne qui a connu de grandes évolutions ces vingt dernières années, tant au niveau des objectifs poursuivis que des modalités d'application. Quels sont les types d'aides dont peuvent bénéficier les agriculteurs aujourd'hui ?

Alain Istasse : « Les aides en Wallonie sont de deux ordres. Elles sont dites du premier pilier ou du second pilier selon l'objectif poursuivi et donc la réglementation à laquelle elles se rattachent. Le premier pilier est une aide à caractère économique qui a pour but de soutenir les revenus agricoles. Avant la mise en œuvre de la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de 1993, la Commission européenne intervenait pour soutenir les marchés : subventions à l'exportation, taxes à l'importation et achats publics. La logique qui a prévalu à partir de 1993 a été de s'inscrire dans une nouvelle dynamique avec réduction drastique du soutien des prix et en contrepartie, aide à la perte de revenu. Ces aides étaient spécifiques produit par produit : on se souvient des aides aux céréales, des aides aux jachères, des aides à la viande bovine, ... Cependant, certains secteurs qui étaient concurrentiels, l'horticulture ou l'élevage de porcs par exemples, étaient exclus de ces aides. Une seconde vague de réformes a été mise en œuvre en 2005 suite aux nouvelles réglementations concernant le découplage. Le principe de la prime unique (DPU) a été adopté. L'idée était de regrouper tous les droits à l'aide en un seul montant par producteur pouvant justifier d'un nombre suffisant d'hectares de terres. L'aide n'est donc plus liée à la production. C'est le régime en vigueur actuellement. »

LN : Qu'est-ce qui différencie les aides du deuxième pilier des aides de ce premier pilier que vous venez d'évoquer ?

AI : « L'objectif du deuxième pilier est tout différent. Pour schématiser, il s'agit de faire évoluer le secteur agricole dans le sens d'une modernisation et de lui donner un caractère plus respectueux de l'environnement le tout s'inscrivant dans une optique de dynamisation des zones rurales. Les aides du second pilier visent à rendre le secteur progressivement rentable et moins dépendant des aides du premier pilier. Cela concerne notamment l'agroenvironnement,



Alain Istasse, Inspecteur général des Aides.
Responsable de l'administration des aides à l'agriculture (PAC, PDR et autres) et des aides Natura 2000

LN : Quelle est actuellement la part moyenne des aides dans le revenu global des agriculteurs ?

AI : « En moyenne, cette part se situe entre 40 et 70 % du revenu en fonction de la spéculation. Cependant, les chiffres consolidés de l'année comptable 2008 indiquent que, pour les aides directes, les chiffres de 133,7 % de moyenne sont atteints. Pour le second pilier, on parle de 11,1 % en 2008. Sans les aides publiques, en période de crise, le bilan des agriculteurs serait négatif. »

LN : Cela signifie donc que le secteur, pour être rentable, devra continuer à être financé sur un long terme ?

AI : « L'agriculture est un marché particulier. Une production trop faible n'est pas envisageable : c'est la famine assurée. *A contrario*, trop de nourriture sur le marché pose un problème de rentabilité des productions. Produire trop peu n'est pas acceptable politiquement. Les pouvoirs publics doivent donc intervenir sur un marché qui est excédentaire. »

« L'agriculteur n'est plus uniquement un producteur de nourriture mais devient le maillon d'une chaîne sociale et d'un groupe économique. »

l'agriculture biologique et différents types d'investissements. Le tourisme, la promotion de la ruralité et le soutien aux groupes d'action locaux entrent également en ligne de compte dans ce deuxième pilier. L'agriculteur est rémunéré pour d'autres missions que la production de denrées agricoles.

C'est le sens profond des mesures du second axe pour la partie environnementale. L'agroenvironnement c'est 'fabriquer' de la biodiversité, 'fabriquer' de l'habitat au sens européen de la directive 'Habitat'. Nous ne sommes plus dans le cadre d'une aide à caractère économique. Ici, c'est d'un service à la société qu'il s'agit. D'ailleurs, dans ce contexte, apparaît un nouveau spectre d'activités très intéressant à développer. La Wallonie est une terre de tourisme. La qualité des paysages est très importante pour attirer les touristes en toutes saisons.

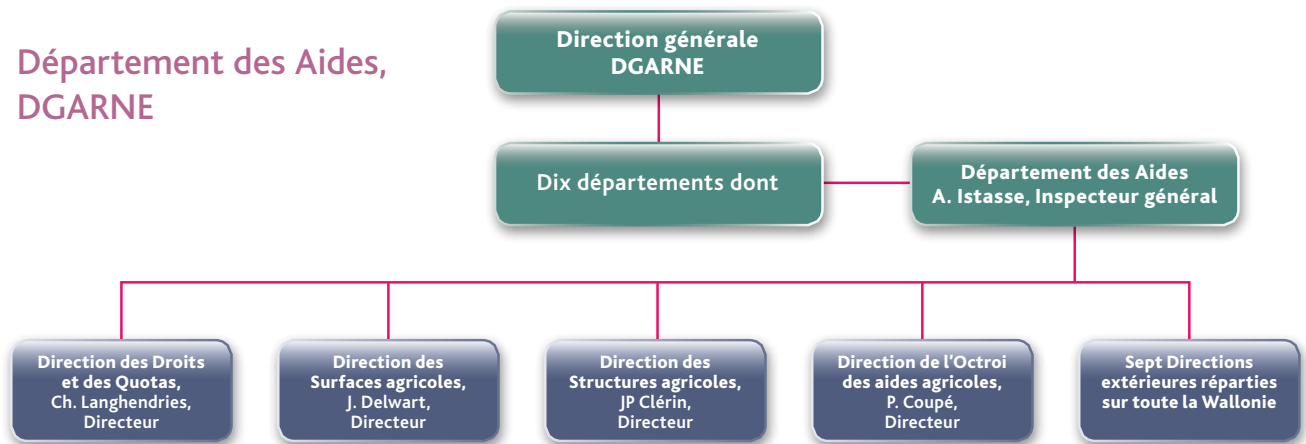
Dans cette approche, l'agriculteur n'est plus uniquement un producteur de nourriture mais devient le maillon d'une chaîne sociale et d'un groupe économique. »

Par ailleurs, la concurrence à l'échelle mondiale est parfois biaisée, chacun tentant de valoriser sa propre production. Le marché est ainsi très difficile à équilibrer. La loi de l'offre et de la demande ne s'applique pas telle qu'elle s'applique dans les autres secteurs. »

LN : Pour bénéficier des aides publiques à l'agriculture, les conditions à remplir se renforcent encore...

AI : « Le principe de conditionnalité s'applique au premier pilier et à certains éléments du 2^{ème} pilier. Certaines de ses conséquences activent des éléments du second pilier. La conditionnalité est apparue avec la seconde réforme européenne, dans la logique de découplage. D'une part les primes sont regroupées, d'autre part, les aides sont conditionnées à la mise en œuvre de bonnes pratiques et au respect d'une série de normes dans les domaines de l'environnement et de la santé animale.

Cela correspond à deux grands objectifs, trois si on inclut le bien-être animal : la préservation des surfaces agricoles, leur entretien,



leur maintien en bon état et la préservation de l'environnement. La première application du principe de conditionnalité a été mise en œuvre en 2006. Le Ministre a pris une décision en 2010 qui modifie certains points du cahier des charges de 2006, en réponse à des exigences de la Commission européenne. La Commission contrôle, on le sait, tous les Etats membres. Progressivement les aides publiques, et particulièrement les aides européennes, seront davantage encore conditionnées à des objectifs autres que celui de la production de nourriture. Développement durable et protection de l'environnement sont au cœur de la conditionnalité. C'est clairement une attente de la société. »

LN : Quel est le sens dessiné par ces réorientations récentes, en Wallonie ?

AI : « On assiste à des restructurations nombreuses. Le nombre de producteurs va en diminuant mais la superficie gérée en Wallonie reste la même. Il y a un effet de concentration et d'accroissement de la taille des fermes. Nous ne connaissons heureusement pas de phénomène d'abandon de surfaces agricoles. La tendance est à la diversification des produits agricoles et à la modernisation des exploitations. Les aides du second pilier vont dans ce sens. Les machines, les techniques sont de plus en plus pointues et génèrent des gains de temps et d'argent. On optimise l'utilisation des produits phytosanitaires par exemple pour éviter le gaspillage. Les investissements consentis permettent d'augmenter la rentabilité de la ferme. »

LN : La consolidation du secteur agricole passe donc par de nouveaux investissements, des techniques d'exploitation plus fines... Cela suffira-t-il pour en assurer sa pérennité ?

AI : « Ces investissements sont indispensables mais pas suffisants. Une meilleure implication dans la transformation ou la distribution semble également nécessaire. Quand on a des productions comme les nôtres et qu'on est confronté à un excès de production ou à une baisse de la demande, comme ça s'est passé avec les produits laitiers ces deux dernières années, c'est la catastrophe. La rémunération du fermier devient négative. Certains pays ou régions d'Europe s'en sortent mieux que d'autres car les produits sont valorisés par la fabrication de produits à plus haute valeur ajoutée. Les produits les plus primaires de transformation du lait, la poudre de lait et le beurre représentent une transformation à faible valeur ajoutée. Pourtant, cela reste la production principale d'une majorité de nos laiteries wallonnes. Dans d'autres régions, on va plus loin en produisant du yaourt ou du fromage, au Danemark, par exemple,

où le prix du lait n'est jamais tombé en-dessous de trente centimes, alors qu'il était inférieur à vingt centimes ici. Lorsque le producteur est intéressé à la fabrication d'un produit à plus haute valeur ajoutée, la baisse du produit primaire peut devenir un avantage : elle renforce la compétitivité du produit transformé. »

LN : D'autres pistes sont explorées ?

AI : « Certaines mesures d'aides d'état sont acceptées par la Commission européenne, sous haute surveillance. Il est en effet exclu que les aides d'état entrent en contradiction avec les règles de libre entreprise et de concurrence. Parmi les mesures prises par le Ministre qui a en charge l'agriculture, dans le cadre de ces initiatives régionales, une aide apportée aux agriculteurs pour entrer dans le capital de leur coopérative et soutenir le développement de nouvelles activités de transformation et de commercialisation est prévue. C'est une autre façon de s'inscrire dans le sens de l'intégration verticale que nous avons évoquée. Un agriculteur, coopérateur de la laiterie où il livre du lait, touchera un bénéfice sur la marge générée par cette laiterie avec les produits transformés. C'est finalement l'approche la plus simple pour l'agriculteur car se mettre en société et faire de la transformation soi-même nécessite des financements beaucoup plus élevés. Pour livrer un produit acceptable d'un point de vue sanitaire – et les contraintes sont extrêmement sévères –, il faut atteindre une taille minimale. Seul, c'est difficile. »

LN : Voilà pour les investissements, les fermiers sont-ils aussi concernés et soutenus dans des efforts qui iraient dans le sens d'une réduction des coûts de production et notamment de la très en vogue économie d'énergie ?

AI : « Des subsides à la biométhanisation existent. Le principe général est de rendre une ferme la plus autosuffisante possible d'un point de vue énergétique : valoriser les déchets plutôt que s'en débarrasser. Ce n'est pas encore très répandu mais c'est une piste d'avenir. Cela demande le développement de nouvelles technologies. L'équipement doit pouvoir à la fois être rentable et sûr, d'un point de vue de la sécurité. »

LN : Vous voyez l'avenir de l'agriculture wallonne avec optimisme ?

AI : « Je suis convaincu que l'agriculture va évoluer dans la bonne direction mais il faut être conscient que le secteur doit évoluer. Il est aujourd'hui devant cette contrainte. Une part de l'approche peut être assurée par les pouvoirs publics. »



Joseph Delwart, Directeur des Surfaces agricoles, responsable de l'administration des aides du 2^e pilier de la PAC

Joseph Delwart, Directeur, né à Walcourt, le 18 mars 1956. Challenge 2010-2011 : « Simplifier et améliorer les processus de gestion tout en gardant les objectifs fixés par l'Europe et la Wallonie. ».

« On peut imaginer qu'à terme toutes les aides 'surfaces' du 1^{er} et du 2^e pilier soient payées en même temps, soit l'année de l'introduction de la demande. »

LN : En ce qui concerne les aides, quel est le cadre général dans lequel s'inscrivent les responsabilités de la Direction des Surfaces agricoles ?

Joseph Delwart : « Nous évoluons principalement dans un cadre européen. Situés au sein de la DGARNE, le Département des Aides et la Direction des Surfaces agricoles assurent les systèmes de gestion liés aux aides aux surfaces. Avec mes collègues, nous assumons la gestion des déclarations annuelles de superficie et le traitement des données 'surfiques'. Nous sommes une direction de gestion et d'exécution. Notre métier est de rendre opérationnelles les décisions qui sont prises mais il arrive que nous devions suggérer certaines 'réorientations' au vu des difficultés rencontrées dans leur mise en œuvre. A ce titre, nous avons été désignés comme pilote des aides du 2^e pilier, dans un souci de cohérence et d'efficacité. A noter que notre direction ne se contente pas d'agir pour les aides 'surfiques' agricoles du 1^{er} et du 2^e pilier puisqu'elle gère aussi, depuis 2009, les aides Natura 2000 en forêt ... ce qui fera peut-être évoluer la dénomination de notre direction vers celle de Direction des Surfaces.

Le métier de gérer des surfaces est très spécifique et fait appel à de nombreux processus informatiques et techniques de haute précision, comme la gestion de la base de données et la géomatique, par exemple.

LN : Quel est le rôle de la Direction des Surfaces agricoles dans la détermination des aides ?

JD : « Les aides ne sont pas liées qu'à une personne ou un animal mais à une surface donnée. C'est là que nous intervenons. Notre premier métier est de dessiner une surface, de la calculer, de déterminer ce qu'elle contient et de la caractériser. C'est en fait la portée de la notion, utilisée par l'Europe, de *landuse*, d'utilisation des terres. »

LN : Comment se répartissent vos missions ?

JD : « Les aides du 2^e pilier que gère la Direction des Surfaces agricoles sont directement liées au PWDR. Les aides du 2^e pilier visent spécifiquement à encourager l'agriculture, et dorénavant aussi le propriétaire forestier, à atteindre

un objectif de préservation et d'amélioration de l'environnement, au travers de ses activités. C'est une démarche supplémentaire à l'activité économique de base. Les directives 'Oiseaux', 'Habitats', transposées en Wallonie, imposent des exigences aux agriculteurs. Il est prévu de compenser les pertes de revenus liées à ces exigences. C'est là qu'intervient le régime dit des indemnités. L'agriculteur peut faire plus. Si, au-delà des exigences, il est prêt à fournir un effort supplémentaire pour l'environnement, on l'encourage via des mesures volontaires, notamment les mesures agroenvironnementales (MAE) et Bio.

Nous gérons 35.000 dossiers par an pour un montant total de 35 à 40 millions d'euros. C'est une politique en devenir parce que l'Europe a prévu une modulation des aides du 1^{er} pilier vers le 2^e pilier. »

LN : Comment arrivez-vous à gérer une matière soumise à une réglementation si évolutive ?

JD : « Il faut rester attentif, particulièrement proactif puisque les délais laissés à la mise en application des règlements sont extrêmement brefs. Les systèmes de gestion informatique sur lesquels nous nous appuyons sont nécessairement moins rapides à adapter et n'ont pas la même flexibilité. C'est un grand défi ! »

LN : Avez-vous perçu une évolution des mentalités par rapport à ce basculement d'une aide de base vers une aide qui implique une démarche volontaire ?

JD : « Oui, on sent que les agriculteurs sont de plus en plus réceptifs. Ils étaient interrogatifs face aux messages véhiculés depuis une décennie. Chaque année, nous recevons entre 4.000 et 5.000 nouveaux engagements agroenvironnementaux. Depuis que cette politique a démarré nous en sommes à plus de 30.000 engagements. Le succès des nouvelles mesures, la complexité croissante des dossiers, ajoutés aux péchés de jeunesse, des processus de gestion avaient généré 6.000 à 7.000 dossiers en retard de traitement. Toutefois, un plan de gestion a été mis en place, en deux ans, avec succès. Tout est à jour à présent. On ne pouvait pas être crédibles en faisant patienter les agriculteurs plusieurs années, en attente de paiement. »

LN : Quelle est votre approche du programme agroenvironnemental de Wallonie ?

JD : « L'Europe nous demande d'agir sur des thématiques spécifiques : protection de l'eau, préservation des paysages, biodiversité, lutte contre l'érosion... Nous devons nous assurer que les aides concourent à la réalisation de ces objectifs. Les MAE vont au-delà des mesures générales existantes (bien-être animal, santé publique, bonnes pratiques environnementales, ...). Nous proposons une panoplie diversifiée par rapport aux autres Etats membres qui sont plus limités dans leur choix. Il existe ainsi onze

MAE différentes, dont l'aide à la production biologique. Il faut ajouter à cette large gamme de mesures le fait qu'une parcelle peut voir son statut évoluer dans le temps et aussi le fait que ces régimes d'aides sont de 'différents' types : surfaciques et en linéaires (pour les haies, p. ex.), ... Le cumul des méthodes nous pose des problèmes de complexité, ainsi qu'au client. Un agriculteur peut mettre une ou plusieurs parcelles ou même toute son exploitation en MAE. Il peut décider l'année suivante de planter 200 m de haie en plus, ou bien changer de race de bovin et élever une race locale menacée et à chaque fois ouvrir un dossier pour cinq ans. Ces choix, qui peuvent être très porteurs sur le terrain, rendent complexe le traitement des données, avec des engagements qui se chevauchent. Nos collègues de terrain ont un rôle important à cet égard pour sensibiliser les agriculteurs mais aussi les accompagner parce qu'on ne se transforme pas du jour au lendemain en agriculteur environnementaliste. »

LN : Votre intention serait-elle de gonfler toujours la masse de dossiers ?

JD : « Le véritable objectif n'est pas d'être en présence d'un volume important de dossiers et de distribuer x millions d'euros. Notre objectif se mesure en quantités de haies, de surface de prairies ou de cours d'eau protégés. Les agriculteurs sont des acteurs essentiels pour notre biodiversité. »

LN : Comment se place l'indemnité compensatoire en région défavorisée dans la démarche environnementale ?

JD : « Historiquement cette mesure a pour objectif de combler les handicaps naturels de régions dites 'du sud-est', là où il n'est pas possible de développer une activité économique rentable vu le relief, les conditions climatiques ou la qualité du sol. Le maintien d'une activité agricole dans ces régions est jugé indispensable. Cette mesure est intégrée dans le *Plan wallon de Développement rural 2007-2013* au titre des aides du 2^e pilier. Les objectifs environnementaux y sont donc de plus en plus marqués parmi les critères d'admissibilité et d'éligibilité, comme le respect du taux de liaison au sol

LN : Quelle est la dimension environnementale de la prime à l'herbe ?

JD : « Dans une région où il est possible de produire du lait mais pas de céréales ni de betteraves, il est important de tendre vers ce que l'on appelle le triangle sol-plante-animal. Dans ces régions on encourage la liaison au sol. Dans une agriculture respectueuse de l'environnement il est plus habile de produire de la viande avec de l'herbe poussée sur place que de faire venir les aliments de l'extérieur, parfois bien lointain. C'est dans cette philosophie-là que la prime à l'herbe est mise en place. C'est arrivé en Belgique suite à la crise laitière de 2008-2009. La prime à l'herbe fait partie du 1^{er} pilier et elle est aussi liée à la surface. »



Charles Langhendries, Directeur des Droits et des Quotas. Responsable des aides du 1^{er} pilier de la PAC.

Charles Langhendries, Directeur, né à Enghien, le 25 septembre 1960. Challenge 2010-2011 : « Répondre aux attentes du milieu agricole. »

LN : Peut-on revoir avec vous, dont le service gère la problématique de la conditionnalité et de ses applications en Wallonie, quels sont ses objectifs, dans le long terme ?

Charles Langhendries : « En appliquant la conditionnalité, les agriculteurs deviennent des gestionnaires de l'environnement naturel. Il faut bien comprendre qu'aujourd'hui, on ne donne plus d'aides ne devant servir qu'à aider la production. La mise en œuvre de la conditionnalité, inscrivant les exploitants agricoles dans d'autres rôles que celui de purs producteurs de biens, permet à l'UE, mais aussi au secteur agricole, d'avoir plus de poids dans les négociations, au niveau du commerce mondial par exemple. »

LN : Quelles sont les dernières modifications intervenues au niveau de la conditionnalité ?

Ch. L : « Il est toujours bon de rappeler que depuis la mise en application du *Plan de Développement rural* de 2007, la conditionnalité touche aussi le 2^e pilier de la PAC, avec un peu plus d'exigences notamment en produits phytosanitaires et en engrais. Récemment, le règlement (CE) n° 73/2009 du Conseil européen a apporté une série de clarifications au règlement précédent, il a permis de distinguer l'obligatoire du facultatif. En Wallonie, quelques modifications ont été apportées pour 2010, comme l'obligation de couverture sur les parcelles à risque d'érosion (c'est-à-dire en pente), durant l'interculture et ce jusqu'au 15 janvier. La norme existante pour empêcher les modifications sensibles du

« Les pénalités ont représenté en 2009 ± 500.000 € sur 300 millions € alloués. »

relief a été étendue aux particularités topographiques y compris les haies, fossés, étangs, alignements d'arbres en groupes ou isolés et les bordures de champ. »

LN : Quel est votre rôle dans l'application de la conditionnalité ?

Ch. L : « La Direction des Droits et des Quotas n'est pas chargée des contrôles mais de l'analyse des rapports de ces contrôles. De ceux-ci, nous dégageons des points spécifiques de la conditionnalité, par exemple le respect de la liaison au sol ou la gestion des effluents d'élevage.

Ces données sont intégrées dans un système informatique qui, au moment du calcul, va mettre en avant les sanctions à donner, le cas échéant. La Direction doit notifier à chaque agriculteur les pénalités qu'il encourt. C'était le cas en 2009 pour 670 d'entre eux. Notre rôle est d'analyser, traiter et proposer au Directeur général des décisions relatives aux recours éventuels en matière de pénalités.

Tous les rapports sont systématiquement consignés et chaque intervention est mathématique. Notre souci est d'appliquer les pénalités de manière égale, que le même résultat de contrôle entraîne une même pénalité. »

LN : Jusqu'où va-t-on dans la sanction pour non respect de la conditionnalité ?

Ch. L : « La sanction est graduelle. On applique 3 % de pénalité, 1 % s'il s'agit d'une infraction faible, 5 % si elle est importante. A titre d'exemple, pour ce qui est de l'identification des ovins et caprins, si le registre d'exploitation est présent, non à jour mais que les données sont disponibles, on applique 1 % de pénalité. Si le registre est présent, non tenu à jour et que les données ne sont pas disponibles, on passe à 3 %. S'il n'y a pas de registre, 5 %. En cas de récidive on applique un facteur multiplicateur de trois. Attention qu'il peut aussi y avoir des infractions intentionnelles : dans ce cas, les sanctions sont bien sûr, plus importantes. »

Philippe Nemry, Inspecteur général a.i., né à Namur, le 5 juin 1956. Challenge 2010-2011 : «Donner au Département Police et Contrôles les moyens d'être un outil performant au service de l'environnement.»



Philippe Nemry, Direction des Contrôles. Actuellement Inspecteur général a.i. au Département de la Police et des Contrôles.

LN : Pourriez-vous d'abord recadrer précisément l'intervention de la Direction des Contrôles dans le process de gestion des aides ?

Philippe Nemry : « Les Etats membres ont l'obligation de réaliser deux types de contrôles de la bonne utilisation des fonds alloués à l'agriculture. Un contrôle systématique de tous les dossiers des bénéficiaires d'aides est exécuté à l'administration. Par ailleurs, ils sont aussi dans l'obligation de réaliser un certain nombre de contrôles sur place, sur le terrain. C'est là qu'intervient la Direction des Contrôles. Elle vérifie sur place, produit des rapports de contrôle. Les données sont mises en ligne à la disposition des autres services. Le rôle de la Direction s'arrête là, elle ne sanctionne pas. Les constats qu'elle dresse sont utilisés pour moduler, supprimer, sanctionner les aides. »

LN : Vous êtes également amenés à dresser constat sur des réglementations qui ne sont pourtant pas wallonnes, le bien-être animal, par exemple. Comment gérez-vous cette obligation ?

Ph. N : « Les contrôles relevant des domaines de la santé publique, de la santé animale et des végétaux sont délégués à l'AFSCA. Leurs rapports nous sont envoyés et nous les intégrons à nos données. »

LN : Quelles sont les règles, quelles sont les limites des contrôles que vous effectuez conformément aux dispositions européennes ?

Ph. N : « Dans le cas des contrôles portant sur l'admissibilité à l'aide, la Commission européenne exige que nous contrôlions au minimum 5 % des dossiers bénéficiaires. 1 % est sélectionné de

manière aléatoire et 4 % sur la base d'une analyse du risque. C'est un standard quel que soit le régime d'aide. Pour ce qui est de la conditionnalité, le taux est d'1 % des bénéficiaires d'aides relevant d'un acte soumis à un contrôle sur place. Par acte, on entend les BCAA, Natura 2000, gestion des effluents d'élevage, etc. Ainsi, quand il y a 15.000 bénéficiaires des aides du 1^{er} pilier en Wallonie, qui tous doivent respecter les BCAA, 150 d'entre eux sont contrôlés. Si mille d'entre eux reçoivent une aide Natura 2000, le contrôle portera sur dix exploitants. S'il y a un acte concernant l'utilisation des boues d'épuration et que cette aide concerne 500 agriculteurs, le contrôle portera sur cinq d'entre eux. »

LN : A part le mesurage, sur quoi peuvent porter les contrôles ?

Ph. N : « Les aides liées à la surface, tant pour le 1^{er} que le 2^e pilier, représentent 80 % des contrôles. Les 20 % restants sont les aides aux investissements agricoles et les aides au secteur animal, les aides à la commercialisation des produits agricoles, les aides non food. Pour ces 20 %, le taux de contrôle n'est pas toujours de 5 %, chaque règlement ayant son taux particulier. »

LN : Les agriculteurs ont-ils connaissance des données rapportées ?

Ph. N : « Le contrôle se termine par la rédaction d'un rapport dont l'exploitant contrôlé a toujours une copie. Y est nécessairement joint un formulaire permettant à l'agriculteur d'introduire, le cas échéant, une contestation. C'est une obligation européenne. »

« Les Etats membres sont dans l'obligation de réaliser un certain nombre de contrôles sur place. C'est là qu'intervient la Direction des Contrôles. »

LN : S'il y a un durcissement dans la conditionnalité, vous en tenez compte dans vos contrôles ?

Ph. N : « Toutes les instructions de contrôle sont remises à jour annuellement. Les BCAE 2010 par exemple sont notablement modifiées par rapport à celles de 2009. »

LN : Combien d'infractions constatez-vous par an ?

Ph. N : « En 2008, pour le contrôle des superficies en rapport avec la prime unique, il y avait 51 dossiers sur plus de 800 avec une suite éventuelle de sanctions. En 2007, 56 sur environ 1.000 contrôles.

Des sanctions touchent moins de 50 dossiers sur 1.000, moins de 5 % de 5 %, c'est-à-dire pas grand-chose. Il y a plusieurs raisons à cela : la réforme de la PAC fait que les contrôles sont principalement liés à la superficie et les agriculteurs connaissent mieux leurs parcelles, notamment parce que le système graphique utilisé par la Wallonie donne des informations très précises aux agriculteurs. »

LN : Le secteur de l'élevage est-il plus touché par les infractions ?

Ph. N : « Cela tient plutôt aux exigences de la conditionnalité liée au secteur animal. S'assurer qu'une surface fait 1 ha est relativement simple. S'assurer en revanche que les 300 animaux ont bien leurs deux boucles aux oreilles en permanence, y compris le jour où le contrôleur viendra de manière inopinée, est très difficile. Une bête en prairie se frotte et peut s'arracher la boucle. Il ne faut pas oublier de déclarer ses animaux dans les sept jours de la naissance, sans se tromper de sexe, alors qu'il en naît par moments quatre ou cinq par jour. »

LN : Y a-t-il parfois des conflits ; les données rapportées sont-elles contestées ?

Ph. N : « On entend parler plus qu'avant de refus des contrôles ou d'une certaine agressivité, liée à l'exaspération des agriculteurs. »

LN : L'exaspération actuelle des agriculteurs est-elle liée au fait d'être contrôlés sur de nombreux points ?

Ph. N : « Non, c'est plutôt lié à la situation actuelle, les prix du lait, la viande qui ne se vend pas. La relation entre les contrôleurs de terrain et les agriculteurs sont souvent très bonnes. Le problème c'est qu'on arrive parfois le lendemain ou le surlendemain du passage de l'inspection vétérinaire, de la réception de la déclaration fiscale, de la vente de ses bêtes à un prix ridicule. Il y a parfois une accumulation de soucis et les gens sont fatigués. Le nombre de contrôles à problèmes est limité. On effectue environ 3.000 contrôles par an. Il y en a moins de 100 qui sont à problème. On mesure entre 17.000 et 20.000 parcelles par an. Sur ce volume-là il y a relativement peu de problèmes. Les contrôles à problème se limitent à quelques agriculteurs, souvent les mêmes, qui essaient toujours de tirer le maximum d'avantages du système de primes. Là où ça se passe moins bien et c'était prévisible, c'est au niveau de la conditionnalité. Les conditions sont tellement nombreuses et complexes à respecter que les agriculteurs se retrouvent parfois en infraction pour pas grand-chose. »



Josi Flaba, Directeur du Développement et de la Vulgarisation, responsable du Système de Conseil agricole, de l'encadrement technique des agriculteurs et de l'information vers les professionnels.

Josi Flaba, né à Grâce-Hollogne, le 3 janvier 1949. Challenge : « Aider l'agriculture wallonne à rester performante. »

LN : Quel est le mode de fonctionnement du Système de Conseil agricole mis en place au service des agriculteurs, dans le cadre de la conditionnalité ?

Josi Flaba : « Le Système de Conseil agricole (SCA) est un dispositif, imposé par les règlements européens, qui a été instauré chez nous fin 2007, début 2008. Le Ministre et le Gouvernement ont choisi de mettre en place un système construit sur trois niveaux. Le premier niveau est la cellule de coordination qui se trouve au sein de l'administration centrale, à Namur. Le deuxième niveau est constitué des services extérieurs de la Direction du Développement et de la Vulgarisation, avec leurs différentes implantations en Wallonie. Le troisième niveau est composé d'opérateurs de terrains, nos partenaires (voir cadre p. suivante), qui interviennent dans les exploitations, à la demande. »

LN : Quel rôle concret jouent ces partenaires ?

JF : « Le recours au SCA par les agriculteurs est laissé à leur appréciation. A travers celui-ci, les opérateurs mettent au service des agriculteurs leur expertise pour établir une liste des points non

conformes aux normes de la conditionnalité et leur proposer des solutions pour un rétablissement de leur situation. L'objectif est bien entendu d'aider les agriculteurs à satisfaire aux normes de la conditionnalité afin qu'ils puissent bénéficier des aides et primes auxquelles ils prétendent, sans pénalité. Les interventions des opérateurs sont gratuites et confidentielles. »

LN : Après ses premières années de fonctionnement, de 2007 à aujourd'hui, le SCA est-il amené à évoluer ?

JF : « Oui, on se dirige maintenant vers une reconfiguration du Système de Conseil agricole qui découle à la fois d'une modification des règles, de constats que nous avons effectués et d'un audit réalisé à la demande de la Commission européenne en Wallonie. Ce qui est apparu clairement dans les conclusions de cet audit, notamment, c'est que le dispositif mis en place, qui obligeait les agriculteurs à s'adresser à la cellule de coordination à Namur, ne les mettait pas en confiance. Ils doutaient de l'étanchéité, pourtant totale, entre ce service de conseil et d'autres, celui du contrôle, particulièrement.

Ils ont ainsi pris pour habitude de s'adresser directement aux partenaires pour tout ce qui a trait à la conditionnalité.

Notre objectif est donc maintenant de faire sortir de l'ombre le travail réalisé par les partenaires et de le labelliser SCA.

LN : Ce qui signifie pour les exploitants agricoles ?

JF : « Cela signifie que les agriculteurs s'adresseront à leurs interlocuteurs habituels, les partenaires du Système de Conseil agricole qui sont susceptibles de les aider dans tel ou tel domaine. Nitrawal a déclaré que, en 2008, l'association avait réalisé 1.300 interventions sur le terrain dans le cadre de la conditionnalité, alors que, par l'intermédiaire du SCA, il n'y a eu que quarante-huit demandes. La situation ne pouvait donc perdurer. »

LN : Le numéro 2010 du 'Cahier d'autotest – conditionnalité' commence à circuler. Peut-on compter sur celui-ci pour mentionner chaque point vérifié lors d'un contrôle ?

JF : « Certains contrôleurs, notamment ceux de l'AFSCA, ont des listes de contrôles qui reprennent une centaine de points différents en matière de bien-être animal par exemple. La conditionnalité ne couvre qu'une partie des obligations passées en revue dans ces listes. Il peut y avoir une différence relativement importante entre les points que l'on suggère aux agriculteurs de vérifier et les points qui sont véritablement contrôlés : normes environnementales, sanitaires, ... Le cahier d'autotest vise d'abord les normes de conditionnalité. C'est une aide qui doit permettre à l'agriculteur, intéressé par la question, de se faire une idée des normes auxquelles il doit satisfaire. »

« Le grand souci, la grande préoccupation reste, sans aucun conteste, le prix des produits agricoles, en forte baisse ces derniers mois, années et même décennies. »

dossier

19

LN : Les services extérieurs du Développement et de la Vulgarisation interviennent-ils sur les matières de conditionnalité ?

JF : « Oui, ils interviennent comme conseillers. Ils animent un certain nombre de réunions au cours desquelles ils jouent les médiateurs entre ceux qui rédigent le règlement et l'agriculteur qui doit s'y conformer. Ils informent sur ce qu'est la réglementation et comment les agriculteurs peuvent y répondre. Ils utilisent souvent comme base de travail le cahier d'autotest pour leur indiquer de quelle manière avancer dans la matière. Si un agriculteur est confronté à une situation à problème, ils lui proposent de s'adresser à un spécialiste qui pourra réaliser une expertise et le conseiller. »

LN : En général, lors de vos rencontres avec les agriculteurs, que vous disent-ils de leurs préoccupations les plus importantes aujourd'hui ?

JF : « Le grand souci, la grande préoccupation des agriculteurs reste aujourd'hui, sans aucun conteste, le prix des produits agricoles, en forte baisse ces derniers mois, années et même décennies. »

LN : Ils peuvent aussi se demander ce que va devenir leur métier ?

JF : « Si le prix de vente ne permet pas de couvrir les coûts de production, il n'y a pas de revenu. On observe même un certain nombre de faillites en agriculture. Compte tenu du niveau de prix très préoccupant, l'agriculteur se demande si la société veut vraiment d'une agriculture censée entretenir le paysage, produire des aliments, du non alimentaire et mettre à la disposition de l'industrie des matières premières qui seront utilisées dans des procédés chimiques (encre, papier, molécules diverses). »

Pourtant, je suis convaincu qu'ils peuvent rester optimistes : tout donne à penser que, sur le moyen et le long termes, le prix des produits agricoles va augmenter, parce qu'il y a au moins un milliard d'êtres humains qui ne mangent pas à leur faim, que la population mondiale continue d'augmenter, que le niveau de vie de certains pays s'améliore et que, par conséquent, la demande en produits agricoles élaborés tels que la viande et les produits laitiers ne cesse de croître. »

Le Système de Conseil agricole wallon

Service gratuit de conseil, d'expertise en matière de conditionnalité des aides

Des interrogations à propos d'une des matières concernée par la conditionnalité ?

Trois possibilités d'en savoir plus :

1. vous pouvez bien sûr faire appel aux partenaires du SCA,
2. vous pouvez contacter le Système de Conseil agricole wallon par téléphone ou courrier électronique,
3. vous pouvez contacter les services extérieurs du Développement et de la Vulgarisation.

Système de Conseil agricole wallon

Direction du Développement et de la Vulgarisation

14, chaussée de Louvain – 5000 Namur

@ : conseilagricole@mrw.wallonie.be

Luc Opdecamp – T. : 081 / 64.96.20

@ : luc.opdecamp@spw.wallonie.be

Services extérieurs de la Vulgarisation et du Développement

Ath

Christian Papeians
T. : 068 / 27.44.20

Ciney

Charles Delmotte
T. : 083 / 23.16.80
Joseph Famerée
T. : 083 / 23.16.82

Huy

Liliane Doyen
T. : 085 / 27.34.96
Pascal Pochet
T. : 061 / 22.10.60

Libramont

Pascal Pochet
T. : 061 / 22.10.60

Malmédy

Benoît Georges
T. : 080 / 44.06.28

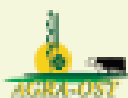
Thuin

Grégoire de Munck
T. : 071 / 59.90.90

Wavre

Philippe Nihoul
T. : 010 / 23.37.63
Denis Procureur
T. : 010 / 23.37.64

Les partenaires du Système de Conseil agricole wallon



Les semences sous la loupe

La Wallonie produit chaque année environ 15.000 tonnes de semences certifiées, principalement de céréales comme le blé, l'orge, l'épeautre ou l'avoine mais aussi de chicorée industrielle et de graminées telles que les ray-grass, ...

Afin d'en garantir l'identité et la qualité, les semences doivent être certifiées selon des normes établies dans les directives européennes pour être commercialisées. Cette certification est mise en application sur le territoire wallon par la Direction de la Qualité de la DGARNE. Les semences font donc l'objet de contrôles répétés aux différents stades de production. L'identité des semences est vérifiée en champs de multiplication par des techniciens capables de distinguer sur base visuelle des variétés différentes¹. La valeur officielle des lots de semences prêtes à la commercialisation est quant à elle vérifiée sur un échantillon au laboratoire officiel ou dans un laboratoire officiellement agréé. Sur la base des résultats de ces contrôles en champs et au laboratoire, un lot est officiellement certifié. Chaque année, environ sept cents échantillons, représentant plus de septante espèces différentes appartenant aux céréales, aux graminées ou légumineuses fourragères, aux légumes et aux autres espèces agricoles sont analysés sur demande officielle ou privée.

International Seed Testing Association (Ista) est un organisme international, basé en Suisse, ayant établi des méthodes normalisées d'échantillonnage et d'essais de semences ; c'est l'Ista qui accrédite les laboratoires.

Le laboratoire officiel d'analyses de semences de la Direction de la Qualité de la DGARNE développe depuis sa création en 2004 ses compétences techniques et réalise divers essais pour évaluer la qualité des semences. Cette année, il est internationalement reconnu pour échantillonner et analyser les semences selon les règles de l'ISTA.



La qualité des semences au laboratoire

La qualité de la semence est déterminée par différents paramètres qui définissent sa valeur culturale.

Tout commence par l'échantillonnage

La qualité d'un lot de semences est évaluée par l'analyse réalisée sur l'échantillon transmis au laboratoire. Il est donc essentiel qu'il soit prélevé de manière à être représentatif du lot échantillonné. Pour ce faire, les échantillonneurs doivent suivre une formation et être agréés. Ils utilisent un équipement et des techniques de prélè-

vement et de mélange appropriés, reconnus internationalement.

Au laboratoire, l'échantillon est homogénéisé et divisé à l'aide de techniques pour que chaque partie utilisée dans un essai soit représentative de l'échantillon et donc du lot d'origine.

Des semences pures

Sur la base de caractéristiques visuelles, les techniciens séparent les semences pures des matières inertes (grains cassés, terre, fragments d'autres parties végétales,...) et des semences d'autres espèces de plantes. Chaque composant est identifié. La composition de l'échantillon est déterminée et exprimée en pourcentage en poids.

Les résultats de la détermination de la pureté reflètent la qualité de la récolte et celle du travail de triage effectué en station. Pour la certification, des normes minimales de pourcentage de pureté doivent être atteintes. De manière générale, la pureté des semences produites en Wallonie est largement au-dessus des normes prescrites.

... sans autres semences indésirables

Dans un échantillon de poids fixé en fonction de l'espèce par les règles d'analyses, le nombre et l'identification des semences d'autres espèces sont déterminés.

Cette analyse est utilisée pour détermi-

¹ Agents officiels ou officiellement agréés par le Service de certification de la Direction de la Qualité

ner la présence de semences nuisibles ou indésirables. Par exemple, pour commercialiser les semences certifiées de blé, la présence de la folle avoine ne peut dépasser 1 semence par kilogramme et celle d'autres espèces de céréales comme l'orge, le triticale,... ne peut être supérieure à 7 semences dans un échantillon de 500 grammes.

Et de bonne qualité sanitaire

En même temps que la détermination de la teneur en autres semences, la présence et le nombre d'organismes nuisibles tels l'ergot ou le charançon sont observés. Les informations pourront utilement renseigner le service de certification ou le producteur de semences sur les traitements à envisager. Les organismes provoquant la fonte de semis sont pris en compte lors de l'évaluation de la germination.

Pourvu qu'elles germent

Le potentiel de germination maximal d'un lot de semences est déterminé pour comparer la qualité de différents lots et pour estimer leur valeur en vue du semis au champ. Les semences pures, préparées selon les principes de l'analyse de pureté, sont mises dans des conditions spéciales de température, d'éclairement et d'humidité pour obtenir une germination la plus régulière et la plus rapide possible. Pour chaque espèce, ces conditions et la durée de l'essai sont contrôlées et adaptées ; des trai-

tements particuliers sont appliqués pour lever la dormance et débloquent le processus de germination. Les plantules doivent être suffisamment développées pour évaluer si elles auraient été ou non capables de donner une plante satisfaisante dans les conditions favorables de pleine terre. La durée d'un essai de germination varie ainsi d'une semaine (orge) à plusieurs semaines (pâturin des prés).

... et se conservent

La teneur en eau des semences est un paramètre économique important et détermine le potentiel de conservation des semences. A l'aide d'une technique basée sur la conductivité, une appréciation rapide de la teneur en eau d'un échantillon peut être donnée. Pour une mesure plus précise, le calcul de la perte en poids après séchage dans une étuve est préféré.

L'accréditation du laboratoire au service de ses clients

La récente accréditation par l'Ista du laboratoire est la reconnaissance de sa compétence technique pour échantillonner et effectuer les essais décrits ci-dessus selon des méthodes normalisées au niveau international.

Cette reconnaissance s'appuie largement sur la formation et la compétence technique du personnel mais également sur le développement d'un système qualité

qui répond aux exigences du standard de l'Ista (basé sur la norme ISO 17025). Concrètement, le laboratoire participe trois fois par an aux tests de compétence organisés par l'Ista afin d'uniformiser les résultats entre laboratoires accrédités. Les auditeurs de l'Ista vérifient lors d'un audit tous les 3 ans que les exigences de la norme Ista sont remplies.

En tant que membre accrédité, le laboratoire est autorisé à émettre des bulletins internationaux de lots de semences. Ceux-ci constituent une véritable porte d'entrée au commerce international pour les producteurs de semences wallons. Le laboratoire assure la traçabilité et la fiabilité de ses résultats et inscrit sa volonté de satisfaire le client. Aucun laboratoire n'est à l'abri d'erreurs et chaque erreur commise entraîne des coûts. Par exemple, le client tire de mauvaises conclusions et peut subir des pertes financières. L'accréditation a pour objectif de diriger le laboratoire vers une organisation à 'zéro défaut'.

Pour plus d'informations

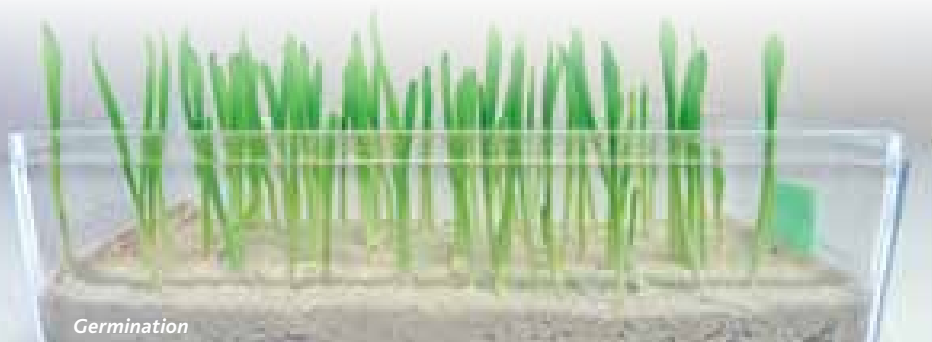
Les essais effectués, la liste des espèces analysées et le tarif des analyses peuvent être demandés en contactant directement le laboratoire :

CÉCILE VANBELLINGHEN,
LABORATOIRE D'ANALYSE DES SEMENCES
DE LA DGARNE

Plus d'informations

Direction de la Qualité – DGARNE
Laboratoire d'analyse de semences –
2, chemin de Liroux
5030 Gembloux
Tél. : +32 / 81 / 62.56.86
@ : vanbellinghen@cra.wallonie.be
Site de l'ISTA :
<http://www.seedtest.org/>

Service de certification – DGARNE
Direction de la Qualité
14, chaussée de Louvain
5000 Namur
Tél. : +32 / 81 / 64.96.14
@ : caroline.schollaert@spw.wallonie.be



Germination

Photos : Laboratoire de semences



La berce du Caucase est une plante exotique envahissante. Introduite pour ses propriétés ornementales et mellifères, elle se disperse aisément dans l'environnement via les bords de route et les cours d'eau. Très compétitive, elle étouffe la flore indigène là où elle s'installe. Sa sève cause en outre de redoutables brûlures. Un plan de lutte est lancé en Wallonie pour limiter les nuisances qu'elle occasionne. La première étape consiste à localiser ses populations.

Un plan de lutte contre la berce du Caucase en Wallonie

Comme son nom l'indique, la berce du Caucase est originaire de contrées situées aux confins de l'Europe et de l'Asie. Elle a été introduite dans nos régions par la main de l'homme, et en Belgique en particulier en 1938 en qualité de plante ornementale, de grande taille, appréciée pour ses ombelles composées de fleurs blanches pouvant atteindre 50 cm de diamètre. Aussi, l'un de ses autres noms vernaculaires est la berce géante...

Elle pourrait être confondue avec une espèce de berce indigène, la berce commune, qui cependant présente une taille plus modeste n'excédant pas 2 mètres de hauteur et dont les feuilles sont notamment plus arrondies.

La berce du Caucase est une plante herbacée robuste dont la taille peut atteindre 3 à 4 mètres de hauteur. La tige souvent tachetée de rouge, cannelée et creuse présente un diamètre à la base de plus de 6 centimètres. Durant les trois premières années, la plante stocke les ressources nutritives utiles à la floraison au niveau de la racine, puis fleurit et meurt. Un seul plant peut produire plus de 20.000

graines, expliquant son pouvoir de dissémination extrêmement élevé. Ces graines conservent leur pouvoir de germination durant au moins cinq ans.

La croissance rapide et précoce de la berce du Caucase explique la formation de peuplements denses. Son feuillage génère un ombrage au sol qui limite la germi-

nation d'autres espèces. Elle envahit de nombreux milieux caractérisés par une gestion extensive voire l'absence de tout entretien : les talus, remblais et friches, les berges et plages des rivières ou encore les haies et les lisières forestières.

Elle n'est pas à proprement parler une espèce courante dans les espaces cultivés au

AVIS DE RECHERCHE !

Le Service public de Wallonie met en place un plan de lutte contre la berce du Caucase. Seul un inventaire minutieux des sites colonisés par la berce du Caucase permettra une destruction efficace de ses populations. Mieux vaut ne pas en oublier : une seule plante assure la production de plus de 20.000 graines et suffit largement à régénérer une nouvelle population.

Nous avons besoin de vous.

Signalez sans tarder toute observation de cette plante dangereuse !

Un site internet

Vous pouvez facilement localiser vos observations de berce du Caucase sur le site internet suivant : <http://www.wallonie.be/berce>

Des contacts privilégiés

Les agents des forêts, les éco-conseillers ainsi que le personnel travaillant au sein des contrats de rivière et des parcs naturels peuvent vous aider à déterminer la plante et à transmettre vos observations.

Pour toute question

@ : bercegeante@gmail.com



Photo : G. Coupe



Photo : M. Gérard



Photo : Eva The Weaver

Photo : N. Pieret

sein desquels les différents travaux du sol contrarient son développement de plante pluriannuelle. Le constat est le même dans les prairies gérées de manière intensive par fauchage et/ou pâturage. Par contre, dans des prairies conduites de manière plus extensive avec une faible charge en bétail, elle est capable d'extérioriser son pouvoir colonisateur de nouveaux terrains. La berce du Caucase s'étend rapidement le long de couloirs de dissémination formés par les axes routiers et plus encore les cours d'eau. Au vu du nombre de graines, on comprendra aisément pourquoi ces derniers constituent un vecteur privilégié de dispersion de cette plante qualifiée d'invasive, d'autant plus en période de crue lorsque les eaux sortent de leur lit. Voilà pourquoi les prairies humides, peu perturbées, sont un des terrains propices à leur installation et leur dissémination. Or ces milieux sont généralement caractérisés par une richesse biologique particulière et donc d'autant plus menacée. Monopolisant à son profit les ressources nutritives du sol, la berce du Caucase se substitue à la flore locale et entraîne une banalisation des paysages. Parmi les différents modes de lutte à l'étude, seule la section des racines à 15-20 centimètres en dessous du niveau du sol à l'aide d'une houe ou d'une bêche

tranchante s'avère efficace, idéalement fin mai – début juin, avant la formation des graines. Cette opération sera répétée durant les années suivantes jusqu'à épuisement de la banque de graines. Il convient ensuite de découper la plante en tronçons qui seront mis à sécher ou détruits après avoir pris le soin de séparer les fleurs de la tige pour éviter la production des graines. D'autres techniques propres à d'importantes surfaces envahies sont toujours à l'étude.

Attention cependant !!! Le contact de la sève de la berce du Caucase avec la peau suivie d'une exposition aux rayons du soleil conduit à de sérieuses brûlures et à la formation de cloques. La lutte contre la berce du Caucase ne peut donc être improvisée et sous-entend un équipement adéquat : gants imperméables montant jusqu'aux coudes, combinaison ou vêtements imperméables, capuche et visière. Les outils seront soigneusement lavés après l'opération en veillant toujours à se protéger les mains avec des gants ! Au vu du potentiel envahissant de cette espèce, le Service public de Wallonie développe une action coordonnée en concertation avec les gestionnaires publics et privés afin d'en limiter les nuisances écologique et sanitaire. Première étape de ce plan de

lutte dès 2010 : une opération de recensement des peuplements (voir cadre Avis de recherche ci-contre). Ensuite, à partir de 2011, des moyens seront mis en œuvre pour détruire les populations identifiées.

PHILIPPE GUILLAUME,
DIRECTION DU DÉVELOPPEMENT RURAL,
ETIENNE BRANQUART,
DIRECTION DE LA NATURE ET DE L'EAU

Plus d'informations

**Département de la Ruralité
et des Cours d'eau – DGARNE**
Ilôt Saint-Luc
14 ch de Louvain – 5000 Namur
Philippe Guillaume – T. : 081 / 64.95.25
@ : philippe.jean.guillaume@spw.wallonie.be
Christian Mulders – T. : 081 / 69.66.60
@ : christian.mulders@spw.wallonie.be
Marc Thirion – T. : 081 / 64.96.62
@ : marc.c.thrion@spw.wallonie.be

**Département de l'Etude du milieu naturel
et agricole – DGARNE**
Direction de la Nature et de l'Eau
Etienne Branquart
23, avenue Maréchal Juin – 5030 Gembloux
Tél. : 081 / 62.04.20
@ : etienne.branquart@spw.wallonie.be

Bien que le lait n'ait pas toujours bonne réputation étant donné qu'une consommation excessive augmente le risque de certaines maladies (athérosclérose, cancer, diabète, etc.), il est indéniable que le lait est un aliment présentant de nombreuses propriétés bénéfiques pour la santé. Son contenu élevé en vitamines et en minéraux en fait une boisson idéale à inclure dans notre alimentation quotidienne. Récemment, la consommation régulière de lait a été associée à des effets positifs comme la réduction du risque d'hypertension artérielle, du syndrome métabolique, de pathologie coronarienne, d'accident vasculaire cérébral et de cancer du côlon.

La matière grasse laitière a sans doute été diabolisée à tort !

Il est vrai que le lait est riche en acides gras saturés et qu'il est une source de cholestérol. Toutefois, bon nombre de ses composants présentent des propriétés bénéfiques pour la santé : acide oléique, vitamines liposolubles, sphingolipides, acides linoléiques conjugués (CLA) et même certains acides gras saturés. Parmi ces derniers, il a été prouvé que l'acide butyrique diminue les risques de cancer colorectal et que les acides caprylique et caprique exercent des effets hypocholestérolémiants et bénéfiques sur l'adiposité par rapport à des acides gras plus longs. Les acides gras saturés à plus longue chaîne du lait ont particulièrement été critiqués et en particulier l'acide myristique. Cependant, il a été montré que cet acide gras, en plus de favoriser l'activité de certaines protéines, jouerait un rôle positif dans le métabolisme des acides gras oméga-3. L'acide stéarique est, dans nos cellules, un précurseur de l'acide oléique

(symbole de l'huile d'olive) dont il partage les bienfaits. Il est vrai que la matière grasse laitière contient peu d'acides gras poly-insaturés mais elle a un excellent rapport oméga-6/oméga-3. Enfin, le lait est la source principale d'acide vaccénique

et d'acide ruménique (CLA) dont les effets potentiels sur la santé sont très favorables (tableau ci-dessous). Il s'agit donc là d'une opportunité offerte au secteur agricole laitier wallon de revaloriser la consommation laitière.

Les CLA, une opportunité pour la filière laitière

Les CLA sont des isomères de l'acide linoléique, un acide gras oméga-6. Ils se retrouvent dans le lait suite à l'action des micro-organismes du rumen sur les acides gras ingérés par la vache (un phénomène appelé biohydrogénation). De nombreuses propriétés bénéfiques pour la santé ont été attribuées aux CLA. Ceux-ci ont des effets anti-cancérigène, anti-diabétique, anti-athérogène et immuno-stimulant

Composition classique en acides gras de la matière grasse du lait de vache

	Acides gras	% des acides gras totaux
Chaîne courte	butyrique C4:0	3-4
	caproïque C6:0	2-4
	caprylique C8:0	1-2
Chaîne moyenne	caprique C10:0	2-4
	laurique C12:0	2-5
	myristique C14:0	9-14
Chaîne longue	palmitique C16:0	22-36
	palmitoléique C16:1 n-7	1-3
	vaccénique C18:1 n-7	1-3
	stéarique C18:0	10-14
	oléique C18:1 n-9	20-25
	linoléique C18:2 n-6	1-3
	α -linoléique C18:3 n-3	<1
	ruménique (CLA) C18:2 n-7	<1



démontrés dans plusieurs modèles animaux et cellulaires et il est très probable qu'ils exercent des effets bénéfiques similaires chez l'homme.

Des expériences sur le troupeau de vaches laitières du Centre wallon de Recherches agronomiques à Gembloux ainsi qu'en laboratoire sur du jus de rumen ont été menées depuis 2001 par l'Unité de Biochimie de la Nutrition de l'Université Catholique de Louvain dans le cadre d'un projet de recherche financé par la Région wallonne. L'objectif de ce projet est d'assurer la stabilité et la durabilité de la production d'un lait naturellement enrichi en CLA et d'encourager la mise en place d'une filière CLA wallonne. La priorité est mise sur les CLA mais également sur l'amélioration de l'ensemble du profil en acides gras du lait, car ce profil complet doit être pris en compte dans les allégations reconnues et autorisées par l'Europe (notamment l'allégation « Enrichi en acides gras insaturés » est autorisée si l'enrichissement est égal ou supérieur à 30 % par rapport à un produit similaire). Mieux comprendre et maîtriser les divers facteurs régissant la digestion des lipides chez la vache laitière permettra de produire un lait répondant mieux aux impératifs de santé et à la demande du consommateur tout en soutenant l'agriculture wallonne.

Des graines de lin pour produire du lait présentant un profil amélioré en acides gras et des teneurs en CLA et en oméga-3 naturellement plus élevées

L'alimentation de la vache est le facteur qui a le plus d'influence sur la teneur en acides gras et en CLA dans le lait. Le moyen le plus répandu pour augmenter la teneur en CLA du lait consiste à ajouter

des huiles ou des graines oléagineuses riches en acides gras poly-insaturés dans la ration des vaches et il est bien établi que la quantité et le type de suppléments d'acides gras poly-insaturés influencent le métabolisme lipidique ruminal et la production de CLA dans le lait.

De nombreux suppléments lipidiques ont été testés dans les rations pour vaches laitières. Au cours des expériences, on a notamment montré qu'un apport quoti-

Figure 1. Amélioration des teneurs en CLA du lait d'hiver avec un apport quotidien de graines de lin extrudées et de vitamine E

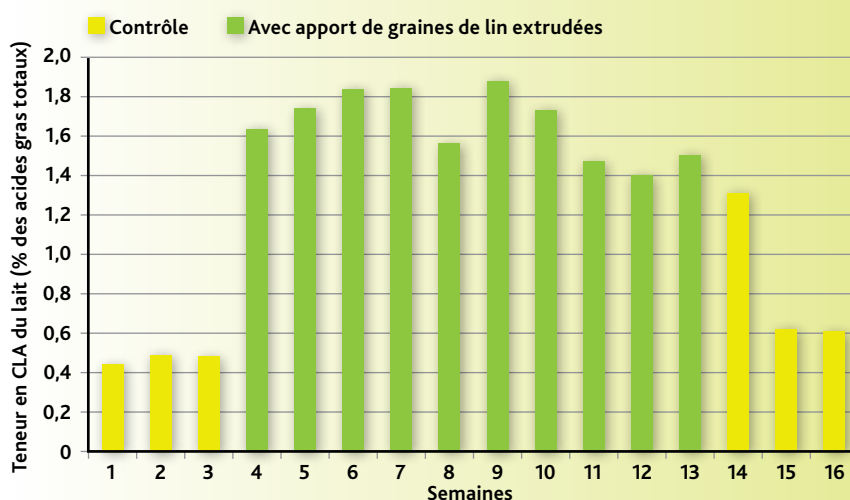
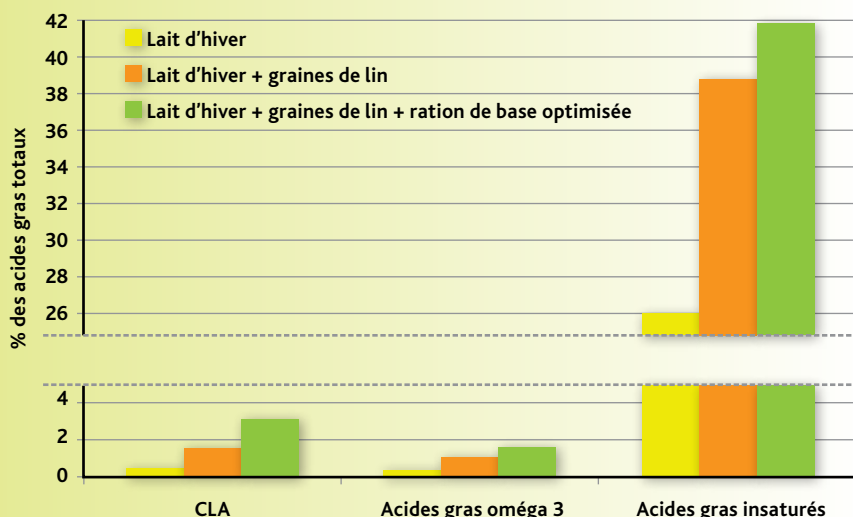


Figure 2. Amélioration du profil en acides gras du lait avec un apport lipidique et une optimisation de la ration de base



dien de 1,5 kg de graines de lin extrudées et 10 g de vitamine E, en complément de rations à base d'ensilage de maïs, permet de multiplier par quatre les teneurs en CLA et en acides gras oméga-3 dans le lait par comparaison à un lait classique. On a également montré que cet effet se maintient à long terme. L'augmentation de CLA dans le lait s'accompagne par ailleurs d'une meilleure tartinabilité du beurre et d'une diminution de l'acide palmitique athérogène. C'est donc tout le profil en acides gras du lait qui est amélioré. Cependant, des variations importantes des profils en acides gras du lait sont observées avec des apports similaires en graines oléagineuses, indiquant que la composition de la ration de base influence également le métabolisme lipidique ruminal et la production des différents acides gras dans le lait. Par exemple, certains ensilages d'herbe trop fibreux semblent moins favorables que l'ensilage de maïs. Par ailleurs,

les pulpes de betterave permettent une plus grande production de CLA que les céréales. Une optimisation de la ration de base est donc essentielle pour maximiser le potentiel d'amélioration du profil en acides gras du lait.

La valeur de structure pour optimiser la ration de base

Pour caractériser au mieux la ration de base, on utilise le concept de valeur de structure, mis au point à Gand par De Brabander et al. (1999). Ce concept, utilisé largement par les éleveurs belges, permet de s'assurer que les vaches reçoivent une alimentation optimale en structure afin d'éviter les problèmes de santé tels l'acidose associée à la diminution du taux butyreux du lait. La valeur de structure intègre différents paramètres de la ration de base comme son incidence sur la salivation, son effet acidogène, la taille des

particules et leur forme physique. A partir d'une dizaine d'expériences menées par l'équipe sur des vaches laitières, il s'avère que la valeur de structure optimale pour la production de CLA est comprise entre 1,3 et 1,5/kg de MS (graphe ci-contre).

Une alimentation spécifique des vaches laitières permet donc d'améliorer de manière tout à fait naturelle le profil en acides gras du lait et d'augmenter durablement et significativement la teneur en acides gras insaturés, en oméga-3 et en CLA.

Q.C. DANG VAN¹, M. FOCANT¹,
E. FROIDMONT² ET Y. LARONDELLE¹

¹UNIVERSITÉ CATHOLIQUE DE LOUVAIN

²CENTRE WALLON DE RECHERCHES AGRONOMIQUES

Plus d'informations

Faculté d'Ingénierie biologique, agronomique et environnementale – UCL
Unité de Biochimie de la Nutrition
Q.C. Dang Van, M. Focant et Y. Larondelle
Place Croix du Sud, 2/8
1348 Louvain-la-Neuve
T. : 010/47.37.35
@ : yvan.larondelle@uclouvain.be

Département Productions et Nutrition animales – CRA-W
E. Froidmont
Rue de Liroux, 8 – 5030-Gembloux
T. : 081/62.67.74
@ : froidmont@cra.wallonie.be

Direction de la Recherche – DGARNE
Michel Dufrasne
Ilôt Saint-Luc
14, chaussée de Louvain – 5000 Namur
T. : 081/64.95.96
@ : michel.marie.dufasne@spw.wallonie.be

Les références scientifiques relatives à ces travaux de recherche peuvent être obtenues auprès de Chau Dang Van, quynh.dangvan@uclouvain.be

La pomme de terre en nette extension dans le monde



27

Le CRA-W y participe activement

La pomme de terre est l'une des spéculations végétales dont le développement dans les pays moins avancés ou en développement est mis en avant pour tenter de résoudre les problèmes liés à la sécurité alimentaire et à la pauvreté. C'est en effet une culture très plastique que l'on retrouve sous toutes les latitudes pour autant que certaines conditions de température puissent être trouvées. Sous les tropiques, elle tend à se développer dans le bassin sahélien (Afrique de l'ouest dans les pays tels que Niger, Mali, Burkina Faso, Sénégal, ...) au cours de la saison sèche au moment où le différentiel de température entre le jour et la nuit s'accroît pour atteindre plus de 10°C. Evidemment, il faut alors pouvoir l'irriguer mais, si toutes les conditions sont réunies, les rendements peuvent facilement atteindre 25 à 30 t/ha.

Sous l'Equateur et plus au sud ou plus au nord (Afrique centrale, Ouganda, Kenya, Tanzanie, Cameroun, Guinée Conakry, Zambie, ...), on retrouve aussi un engouement pour la culture dans les régions où l'altitude tempère le climat : au Rwanda, au Burundi et dans l'est de la République démocratique du Congo, elle est cultivée jusqu'à 2.500 m d'altitude. Le Rwanda est le champion pour son extension (plus de 70.000 ha sur un territoire un peu plus petit que la Belgique) puisque, aujourd'hui, on peut considérer que la pomme de terre est devenue un aliment de base de la population (110 kg/habitant et par an,



Photo : CRA-W

environ 80 kg en Belgique tous produits dérivés confondus).

Dans les régions où l'altitude n'est pas suffisante pour une baisse optimale des températures, la pomme de terre peut être cultivée en saison sèche au moment où les températures de nuit sont suffisamment fraîches pour promouvoir une bonne tubérisation. A ce moment, la culture bénéficie aussi, comme dans les pays sahéliens, d'une importante insolation favorisant la synthèse de l'amidon, matière de réserve constituante des tubercules.

L'année internationale de la pomme de terre instituée par la FAO en 2008 a jeté un éclairage important sur cette culture dans les pays en développement et a sensibilisé les gouvernements à soutenir son développement. En Chine, des mesures spécifiques d'encouragement à son extension ont été prises au niveau du Gouvernement (création d'un institut

spécialisé, fonds alloué pour la recherche, ...). Avec plus de 4.500.000 ha sur les 19 millions cultivés dans le monde, la Chine est le premier producteur de pommes de terre au monde.

Parmi les avantages importants que l'on peut donner à la culture de la pomme de terre, il y a :

- sa courte période de production (3 à 4 mois), permettant jusqu'à trois cultures annuelles dans certaines régions (Afrique centrale en altitude, saison des pluies A d'octobre à décembre, saison des pluies B de février à mai, saison sèche C de mai à septembre). Parmi les cultures vivrières à racines ou tubercules pratiquées dans ces régions, la pomme de terre est celle produisant le plus de matière consommable par jour (jusqu'à 300 kg/ha/jour). Si le manioc, production vivrière très importante à l'Equateur, possède un potentiel de production élevé à l'hectare (jusqu'à 80 tonnes), il lui faut néanmoins de 12 à 14 mois pour exprimer complètement ce potentiel,
- son adaptation dans des régions où, en raison des changements climatiques (périodes pluvieuses plus courtes), l'eau devient un facteur limitant pour les cultures à plus long cycle végétatif (maïs, riz),
- les revenus qu'elle procure aux petits agriculteurs. Elle peut être considérée comme une culture de rente car les prix de vente pratiqués sur les marchés urbains sont souvent appréciables, d'au-

■ tant plus si l'on développe les structures de stockage adéquates. Elle participe ainsi à la lutte contre la pauvreté, sa valeur nutritive qui est intéressante sur différents points, non seulement par l'énergie qu'elle apporte dans la ration alimentaire, mais aussi pour ses éléments minéraux tels le potassium et le magnésium, ses vitamines telles que les vitamines C et B6.

D'une manière générale donc, les surfaces en culture de pommes de terre s'accroissent de manière importante dans les pays en développement alors qu'elles ont plutôt tendance à diminuer dans les pays développés.

C'est donc naturellement que le service « pommes de terre » de la Section Systèmes agricoles du Centre wallon de Recherches agronomiques s'est retrouvé impliqué dans différents programmes et actions pour la promotion de la pomme de terre dans des régions géographiques situées à l'extérieur de son rayon d'action habituel (l'Europe et la Wallonie en particulier).

Au milieu des années '90, nous avons participé à l'installation de laboratoires de culture *in vitro* et de détection des maladies virales par ELISA et à la formation du personnel technique à Ain Dick près de Rabat au **Maroc**. Ensuite, nous avons effectué de nombreuses missions d'expertise pour le compte de l'Union européenne et différents bureaux spécialisés, dans les pays de l'est : en **Ukraine** (1996-1997), dans la région du Don pour une étude sur le doryphore, en **Russie**, dans l'Oural du sud (2001) pour l'accompagnement d'entreprises privées dans leur développement sur la culture, au **Kosovo** (2003-2004), pour la formation de techniciens de laboratoire à l'utilisation de la technique ELISA pour le contrôle de qualité des plants, au **Monténégro** (2003-2005),



Photo : CRA-W

pour une étude sur la filière de multiplication de plants de pommes de terre, l'installation d'un laboratoire de contrôle et la formation du personnel avec un financement de la Coopération technique luxembourgeoise.

En Afrique, nous avons aidé le **Rwanda** (1999-2000) à reconstituer ses ressources génétiques en pommes de terre après le génocide en multipliant à grande échelle les variétés perdues mais conservées dans notre laboratoire de Libramont. Nous y avons également réalisé, en collaboration avec la Coopération technique belge, une étude sur la filière de multiplication en pommes de terre, réhabilité le laboratoire *in vitro* de Ruhengeri détruit par la guerre (Institut des Sciences agronomiques du Rwanda – ISAR) et formé le personnel en charge de ce laboratoire.

Au **Burundi** (2004), nous avons réalisé une étude sur la filière pomme de terre en collaboration avec l'Université de Liège et la Coopération technique belge. En 2005, nous y avons fait une étude d'identification pour la mise en place d'un projet de

coopération belge concernant la multiplication des semences vivrières. Aujourd'hui nous participons avec des collègues de l'ILVO à la constitution d'une offre financière et technique pour la réalisation de missions d'encadrement et de formation destinées aux techniciens du Ministère de l'Agriculture et de l'Institut des Sciences agronomiques du Burundi (ISABU) en charge du contrôle et des analyses des lots de semences vivrières y compris la pomme de terre, cela dans le cadre d'un projet semencier soutenu par la Coopération technique belge.

Au **Sénégal** (2005-2006), nous avons encadré scientifiquement un programme financé par l'APEFE dont l'objectif était de promouvoir le développement de la production locale de plants de pommes de terre au départ des techniques de micro-propagation *in vitro*, action clôturée par l'organisation d'un colloque régional sur la pomme de terre à Dakar les 14 et 15 novembre 2006.

Depuis 2007, nous encadrons scientifiquement pour l'APEFE, un projet concernant essentiellement l'équipement de laboratoires et la formation de personnel technique impliqué dans la production *in vitro* et le contrôle des plants de pommes de terre en **Algérie**. De nombreux techniciens du Centre national de Contrôle et Certification des Semences et Plants (CNCC) ainsi que de l'Institut technique des Cultures maraîchères et industrielles (ITCMI) ont ainsi pu bénéficier de formations en Belgique au Centre wallon de Recherches agronomiques (CRA-W), à l'Instituut voor Landbouw en Visserij Onderzoek (ILVO) et à la Direction de la Qualité des produits de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement de la Wallonie.

Au **Burkina Faso** (2009), nous avons participé sous l'égide du CDE (Centre pour le Développement des Entreprises), avec différents collègues de l'ILVO et le responsable de projet à un atelier régional concernant la multiplication des plants de pommes de terre et la mise en place d'un schéma harmonisé pour la région de contrôle et certification de plants de pommes de terre. Des représentants du Ministère de l'Agriculture, des organismes de recherche ainsi que des producteurs de divers pays de l'Afrique de l'ouest (**Sénégal, Burkina, Mali, Niger, Tchad, Cameroun, Guinée**) ont pu débattre et adopter ensemble les grandes lignes concernant le problème du contrôle et de la production de plants en Afrique de l'ouest.

En **République démocratique du Congo**, nous avons été invités à réaliser une première mission dans le Bas Congo en collaboration avec la Faculté de Gembloux (2003). Nous y avons rencontré des petits agriculteurs pratiquant la culture en mélange avec du manioc et de la patate

douce dans la région de Mbanza Ngungu. Le problème principal auquel étaient confrontés ces agriculteurs relevait de la qualité des plants qui n'avaient plus été renouvelés depuis le début des troubles en RDC (1993).

Aussi, nous avons ramené en Belgique quelques tubercules de la variété concernée et bien adaptée dans la région que nous espérons renvoyer en RDC complètement régénérés. Ce n'est qu'en 2010 que nous pourrons le faire en collaboration avec la FIWAP (Filière wallonne de la Pomme de terre) grâce au montage d'un petit programme subsidié par Belgapom, la DGARNE, Wallonie-Bruxelles International et l'asbl FAR dans le cadre de l'année internationale de la pomme de terre. L'objet de ce programme vise donc à développer localement les techniques adéquates de production de plants afin de résoudre, au moins en partie, les problèmes liés au transport de plants à partir de l'Europe. En RDC, nous avons également établi le dossier technique et financier pour la relance de la production de semences vivrières de pré-base et base au niveau de l'Institut National d'études et de Recherches agronomiques (INERA) dans les provinces du Bas Congo, Kasai oriental, Bandundu et Katanga à la demande de la Coopération technique belge (2005).

Nous avons participé en 2009 à la mission d'évaluation des projets semenciers soutenus par la Coopération belge dans ce pays. Enfin, toujours en RDC, nous accompagnons techniquement une entreprise agricole située au Katanga soucieuse de développer la production de pommes de terre de consommation et de plants. Cet encadrement s'exécute grâce à un petit financement obtenu auprès du Centre pour le Développement des Entreprises (CDE).

En **Chine**, depuis 2006, nous collaborons activement avec l'Académie des Sciences agricoles de la province du Heilongjiang située au nord-est, le long de la frontière russe. Nous exécutons à distance et en temps réel, grâce à Internet, l'analyse de la situation locale concernant le mildiou de la pomme de terre. Ce partenariat a pu être établi grâce à l'accord de jumelage entre la Province du Luxembourg et le Heilongjiang. Nous espérons concrétiser pratiquement nos relations à travers un projet visant l'étude du mildiou de la pomme de terre dans cette province et le transfert du système d'avertissement « mildiou » développé en Wallonie en collaboration avec l'asbl PAMESEB. Ce projet commun a été présenté dans le cadre de la coopération bilatérale Wallonie-Bruxelles International et la Chine. En partenariat avec nos collègues du Département Production végétale du CRA-W, nous avons réalisé une étude sur la filière plants dans la Municipalité de Chongqing à la demande de cette dernière (2007). Enfin, en 2009, nous avons été invité par l'Académie des Sciences agricoles de la Province du Anhui pour un séminaire sur la production de plants et l'évaluation de possibles et futures collaborations.

JEAN-LOUIS ROLOT,
DÉPARTEMENT SCIENCES DU VIVANT

Plus d'informations

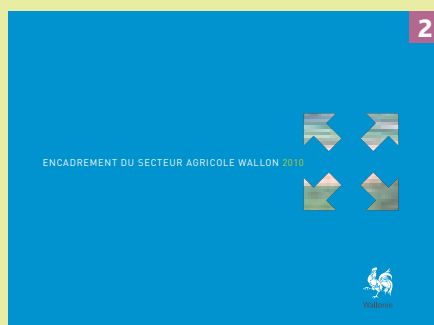
Centre wallon de Recherches agronomiques
Dr Ir Jean-Louis Rolot
Département Sciences du vivant
100, rue du Serpont
6800, Libramont
@ : rolot@cra.wallonie.be
<http://www.cra.wallonie.be>

Dernières parutions

30



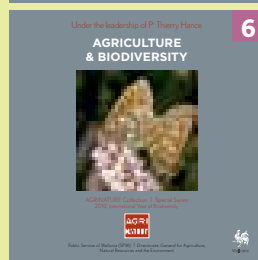
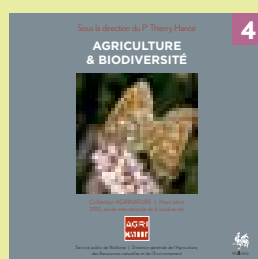
Uniquement disponible sur <http://agriculture.wallonie.be>



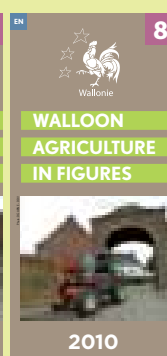
Encadrement du secteur agricole wallon 2010, 66 p



5° numéro de la collection AgriNature, 206 p. Ci-dessous également, possibilité de souscrire un abonnement (gratuit) à la coll. AgriNature

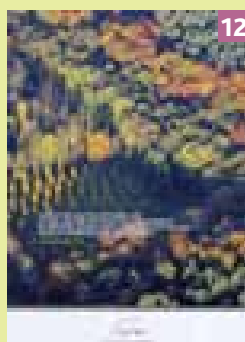


2010 Année internationale de la biodiversité. Hors série de la collection AgriNature, 204 p. Ci-dessous également, possibilité de souscrire un abonnement (gratuit) à la coll. AgriNature. La version allemande et la version anglaise seront disponibles en septembre.

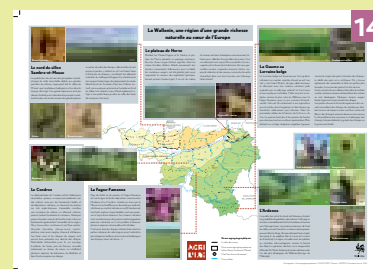


Carte anglaise

Carte allemande



Notice explicative à l'attention des propriétaires forestiers pour le bénéfice des aides Natura 2000, 44p



Carte : La Wallonie, une région d'une grande richesse naturelle au cœur de l'Europe. Dimensions : 297 X 420 mm

Publications disponibles sur demande et gratuites.

Talon à envoyer à l'adresse suivante :

DGARNE – Bibliothèque – 14, chaussée de Louvain – 5000 Namur

Madame – Monsieur :

Agricultrice – agriculteur oui ☐ non ☐

Adresse :

Souhaite recevoir les publications suivantes (cocher les n° correspondants)

☐ 1 ☐ 2 ☐ 3 ☐ 4 ☐ 5 ☐ 6 ☐ 7 ☐ 8 ☐ 9 ☐ 10 ☐ 11 ☐ 12 ☐ 13 ☐ 14 ☐ 15 ☐ 16

Souhaite s'abonner à la collection AgriNature ☐

Brèves du livre

DANIEL LANTEIR, BIBLIOTHÉCAIRE

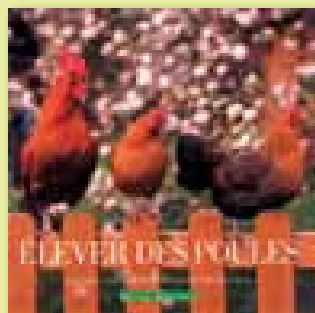
Ici, quelques ouvrages choisis parmi les acquisitions récentes de la bibliothèque.



Signes de vaches : Connaître, observer et interpréter

(HULSEN J., Ed. Roodbont, Zutphen, février 2007, 96p.)

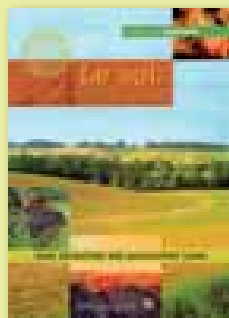
Les vaches émettent en permanence des signes et donnent ainsi beaucoup de renseignements sur leur santé, leur bien-être, leur régime alimentaire et leur production. Pour l'éleveur laitier, il s'agit de capter ces signes et de les interpréter. Ce livre est conçu comme un guide pratique pour mieux observer le comportement et les caractéristiques physiques des vaches, seules ou en groupe. Il est important de ne pas agir trop vite, mais de toujours se poser trois questions : qu'est-ce que je vois ? quelle en est la cause ? qu'est-ce que cela signifie ? Grâce à ces observations vous pourrez prendre les dispositions nécessaires pour améliorer la performance de votre élevage.



Élever des poules : le guide pratique pour réussir votre élevage

(HOBSON J. & LEWIS C., Ed. Terres, mars 2008, 159p.)

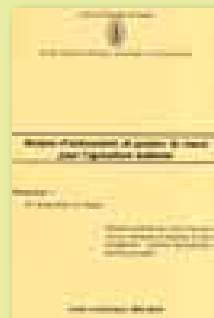
Découvrir l'essentiel sur l'élevage des poules, de l'alimentation aux races spéciales, et à l'entretien des poussins. Ce livre fournit des informations sur le coût, l'espace à aménager et l'installation d'un poulailler en milieu rural et urbain et donne des conseils pratiques pour choisir et acheter des poules, avec les portraits détaillés de quarante races accompagnées de leurs photos. On apprend à nourrir et à soigner ses poules pour leur assurer bien-être, santé et productivité. Des idées originales de loisirs créatifs et de délicieuses recettes naturelles à réaliser avec les œufs sont également proposées.



Le sol, la terre et les champs : Pour retrouver une agriculture saine

(BOURGUIGNON C. & BOURGUIGNON L., Ed. Sang de la Terre, Paris, 2008, 223p.)

L'agriculture d'aujourd'hui est dans une impasse. Son intensification n'a pas été capable d'arrêter la famine mais elle a épuisé des millions d'hectares de sol et dégradé la qualité nutritive des aliments. S'appuyant sur les expériences réussies, d'autres formes d'agriculture dite biologique et sur les dernières recherches en microbiologie du sol, les auteurs proposent dans ce livre un nouvelle voie pour l'agriculture du XXI^e siècle. L'agrologie, science de l'agriculture écologique, est fondée sur une perception fine des relations complexes qui unissent le sol, les microbes, les plantes, les animaux et l'homme. Les auteurs, remettant en cause le labour, exposent une nouvelle évolution verte, qui par l'application des lois de la biologie des sols, permet de restaurer une fertilité durable grâce à des techniques comme le semis direct sous couvert, le BRF, le compost.



Analyse d'instruments de gestion du risque pour l'agriculture wallonne

(LEJEUNE L., UCL, Faculté d'ingénierie biologique, agronomique et environnementale, Louvain-la-Neuve, 2009, 97p.)

Ce mémoire s'interroge sur l'intérêt de la mise en place d'une assurance revenu destinée aux exploitants agricoles wallons, par le biais de la modélisation d'une telle assurance. Cette assurance revenu a pour spécificité d'intervenir uniquement sur le blé d'hiver par le biais du rendement en valeur propre à chaque exploitation. Le rendement en valeur est le produit du rendement par le prix reçu par l'exploitant. Les conséquences de cette assurance revenu sur la marge brute standard des exploitations agricoles sont analysées en prenant en compte successivement plusieurs niveaux d'aversion au risque de l'exploitant agricole et plusieurs niveaux de primes ainsi que des seuils de déclenchement de l'assurance différenciés. Les résultats montrent que cette assurance revenu a un effet positif sur la marge brute standard réalisée en agrégeant les résultats réalisés par les exploitations agricoles des trois régions agricoles choisies (limoneuse, sablo-limoneuse et Condroz).

Plus d'informations

Bibliothèque de la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Accessible au public chaque jour ouvrable sur rendez-vous de 10 à 12 heures et de 14 à 16 heures (possibilité d'emprunt durant 15 jours).

T. : 081 / 64.94.12 – F. : 081 / 64.94.66

@ : daniel.lanteir@spw.wallonie.be

Editeur responsable :

Claude Delbeuck

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

Les Nouvelles de l'agriculture

3^e trimestre 2010

Magazine édité par la Direction générale de l'Agriculture, des Ressources naturelles et de l'Environnement
Ilot Saint-Luc

14, ch. de Louvain – 5000 Namur

T. : 081 / 64.94.11

http://agriculture.wallonie.be

Comité de rédaction des Nouvelles :

Mmes Geneviève Minne et Anne-Françoise Piérard,
MM Josi Flaba, Michel Dumont, Gaëtan Frippiat,
Hervé Hulet, Daniel Lanteir, Jean-Luc Matthieu,
Geoffroy Simonart, Ewald Teller.

Conception graphique et édition :

Twogether & Partners

Production et réalisation, coordination générale :

Anne-Françoise Piérard

Relecture : Véronique Renaux

Transposition en langue allemande :

Irmgard Drese (Amel)

Photo de couverture :

Ont collaboré à cette 53^e édition :

E. Branquart, JM Bouquiaux, F. Corbiau,
Q.-C Dang Van, J. Delwart, J. Flaba,
M. Focant, E. Froidmont, Philippe Guillaume,
B. Henry de Frahan, A. Istasse,
Ch. Langhendries, D. Lanteir, Y. Larondelle,
L. Lejeune, R. Miel, Ph. Nemry, JL Rolot,
C. Vanbellinghen.

Les articles n'engagent que la responsabilité de leur auteur



DIRECTION GÉNÉRALE OPÉRATIONNELLE

DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur (Jambes) • Tél. : 081 33 50 50 • Fax : 081 33 51 22

www.spw.wallonie.be • N° Vert : 0800 11 901 (informations générales)